

Réseau International Femmes de Metropolis

Actes du Colloque “La sécurité et la protection des victimes d’exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d’esclavage et leur impact au niveau local”

Barcelone, 13 juin 2014

Espace Francesca Bonnemaison



Sommaire

1. Avant-propos.....	4
1.1. Les victimes d'exploitation sexuelle dans nos villes.....	4
1.2. A propos du Réseau International Femmes de Metropolis	5
2. Programme	7
3. Synthèse des interventions	9
4. Bienvenue institutionnelle	10
5. Allocution d'ouverture.....	13
6. Séance de débat I: Quels sont les obstacles aux actions locales en matière de lutte contre le trafic et de protection des victimes d'exploitation sexuelle ?	15
7. Pause-café.....	20
8. Séance de débat II: Quelles sont les actions actuellement mises en œuvre au niveau local pour faire face à ce problème ?	21
9. Conclusions et clôture	26
10. Annexes.....	28
10.1. Brève biographie des intervenants.....	28
10.2. Clipping de presse	34
10.3. Liste d'inscrits.....	55
10.4. Antennes du Réseau International Femmes de Metropolis.....	66

1. Avant-propos

METROPOLIS, l'association mondiale des grandes métropoles, a organisé pour la deuxième année consécutive à Barcelone un colloque axé sur la situation d'inégalité que connaissent les femmes dans nos villes.

Le vendredi 13 juin 2014 a eu lieu le colloque « La sécurité et la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d'esclavage et leur impact au niveau local ». Il avait été organisé par le Réseau international Femmes de Metropolis et la Délégation aux droits des femmes et aux droits civils de la Ville de Barcelone avec le soutien de l'Aire métropolitaine de Barcelone, du Conseil provincial de Barcelone et du gouvernement catalan, à travers l'Institut Català de les Dones.

Tenu à l'Espai Francesca Bonnemaison, à Barcelone, il a réuni près de 200 personnes de Barcelone et de sa banlieue, d'Abidjan, d'Amman, de Bamako et de Bruxelles, ainsi que des représentants des Nations Unies et des États-Unis.



1.1. Les victimes d'exploitation sexuelle dans nos villes

Nos villes hébergent des femmes qui n'y vivent pas de leur propre volonté : elles y sont car elles ont été trompées ou forcées par quelqu'un ou par les circonstances. La plupart d'entre elles se prostituent.

La traite des femmes est l'esclavage du XXI^e siècle. Il s'agit d'une forme de violence faite aux femmes et aux filles, souvent traitées comme des objets d'exploitation sexuelle, et d'une atteinte aux droits humains : à la liberté, à la dignité, à la sécurité, à la santé... Elle est très fréquemment le fait de bandes organisées et a, à bien des

égards, une dimension internationale puisqu'elle affecte aussi bien les pays d'origine que les pays de transit et de destination. Elle concerne un très grand nombre de personnes car, outre les victimes, sont impliqués des réseaux internationaux, des intermédiaires, les familles, les services de l'immigration et les forces de l'ordre, les organismes sociaux, etc. Malheureusement, trop peu de cas sont portés à la connaissance des autorités pour que l'on puisse mesurer l'ampleur de cette traite à l'échelle mondiale.

Même si elles ont toujours pour objectif de protéger les droits fondamentaux de ces femmes et de ces filles, il existe différentes façons d'aborder ce problème et de travailler pour prévenir et combattre efficacement la traite, ainsi que pour protéger celles qui en sont victimes. Étant donné qu'il s'agit d'un problème d'envergure mondiale impliquant des acteurs très divers, il est absolument nécessaire de réfléchir et de travailler ensemble.

Ce colloque a été organisé afin, d'une part, de mettre en contexte la question de la traite des femmes et des filles aux niveaux international et national et d'en débattre avec des représentants des Nations unies et d'instances publiques locales, notamment, et, d'autre part, de permettre un échange d'expériences qui mette en évidence les mesures à prendre pour prévenir cette traite et protéger les victimes.

Le présent document constitue les actes du colloque « La sécurité et la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d'esclavage et leur impact au niveau local ». Vous y trouverez la synthèse des interventions et, en annexe, de brefs CV des intervenants, des communiqués de presse et la liste de celles des personnes qui y ont assisté qui ont bien voulu laisser leurs coordonnées. Il a été élaboré par l'équipe de Metropolis à partir des interventions orales réalisées.

1.2. À propos du Réseau International Femmes de Metropolis

Le Réseau international Femmes de Metropolis a été créé avec pour mission d'introduire la dimension de genre dans les débats et les activités de METROPOLIS, l'association mondiale des grandes métropoles, qui réunit depuis trente ans des villes et des régions métropolitaines de plus d'un million d'habitants.

Histoire de la création du réseau

Depuis 2000, au cours des travaux qui ont impliqué plusieurs villes membres de METROPOLIS, la problématique relative à la place des femmes dans la politique locale et régionale ainsi qu'au sein des instances décisionnelles a été soulevée à maintes reprises comme faisant partie intégrante de la gouvernance locale et métropolitaine. Rappelons que les questions des femmes et de l'égalité des genres sont devenues capitales pour les organisations internationales suite au Sommet de Pékin tenu en 1995. De plus, l'Organisation des Nations unies (ONU) a fait en 2000 de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes l'un des objectifs du Millénaire pour le développement.

C'est au cours de l'année 2000 que les besoins des femmes élues ou désignées et des gestionnaires au niveau local ont été mis en avant pour la première fois dans les activités de METROPOLIS. Puis, en 2002, le premier séminaire international « Femmes et gouvernance locale » fut organisé à Bangui, ainsi qu'un second atelier « Femmes et gouvernance locale » à Montréal. L'expérience fut répétée en 2003 à Barcelone lors des travaux de la Commission sur la gouvernance locale et métropolitaine. Cette commission a par la suite recommandé la création d'un réseau international de femmes au sein de METROPOLIS.

À la suite de cette recommandation, un groupe de travail et de consultation constitué de femmes de plusieurs villes membres de METROPOLIS fut mis en place pour établir les bases futures du réseau sous la coordination de Montréal. C'est dans cette foulée qu'en 2005, au congrès de METROPOLIS tenu à Berlin sous la présidence de Joan Clos, METROPOLIS a donné suite à la recommandation de la Commission en créant le Réseau et en en confiant la responsabilité à la Ville de Montréal, qui en assura la présidence et la coordination. Le Réseau international Femmes de Metropolis jouit depuis 2008 du statut d'observateur au sein du Conseil d'administration de METROPOLIS.

En 2010, Montréal renonça à la présidence du Réseau en raison de changements intervenus à la tête de la municipalité mais continua à en assurer la coordination jusqu'au X^e Congrès de METROPOLIS en novembre 2011. Le Réseau passa ensuite, jusqu'en juin 2013, par une étape de transition au cours de laquelle, à la demande des antennes, la coordination fut assurée par le Secrétariat général de Metropolis en raison de la vacance de la présidence. Lors du Conseil d'administration de METROPOLIS de juillet 2013, à la suite d'un rigoureux processus de sélection, Barcelone prit la présidence du Réseau, Abidjan et Athènes en occupant les vice-présidences. Il fut également décidé que la coordination continuerait à être assurée depuis le siège du Secrétariat général de METROPOLIS à Barcelone.

Mission

La mission du Réseau international Femmes de Metropolis consiste à créer un espace international d'échanges et de coopération entre les femmes élues ou désignées, cadres, gestionnaires ou professionnelles œuvrant au niveau local et métropolitain. Ses principaux objectifs sont d'améliorer la représentativité des femmes dans les gouvernements locaux et dans les processus décisionnels au sein des autorités locales et métropolitaines, et faciliter le partage des expériences et des bonnes pratiques relatives à la bonne gouvernance.

Présidence, coordination et antennes régionales

La présidence et la coordination du Réseau sont basées à Barcelone. Les vice-présidences à Abidjan et à Athènes. Le Réseau dispose de 15 antennes : Abidjan, Amman, Antananarivo, Athènes, Bamako, Bangui, Barcelone, Région de Bruxelles-Capitale, Buenos Aires, Dakar, Machhad, État de Mexico, Pune, Santiago du Chili et Séoul.

2. Programme

9 h 15	Accueil
9 h 30	<p>Bienvenue Institutionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montserrat Pallarès, Responsable de Relations Institutionnelles, METROPOLIS • Mireia Solsona, conseillère en charge de l'Égalité et de la Citoyenneté, Conseil provincial de Barcelone • Montserrat Gatell, Présidente de l'Institut Català de les Dones, Gouvernement de Catalogne • Francina Vila, présidente du Réseau International Femmes de Metropolis et conseillère des Femmes et Droits Civils, Maire de Barcelone
10 h	<p>Allocution d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ragnhild Johansen, Chercheuse, Global Report on Trafficking in Persons Unit, ONU Drugs and Crime
10 h 30	<p>Séance de débat I : <i>Quels sont les obstacles aux actions locales en matière de lutte contre le trafic et de protection des victimes d'exploitation sexuelle ?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Claudio Acioly, Coordonnateur et Chef de l'Unité du Développement des compétences et de la formation, ONU-Habitat • Xavier Cortès, Chef de l'Unité Centrale de la Traite des Êtres Humains, Mossos d'Esquadra, police catalane • Ricardo Salas, Intendant de l'Unité Territoriale Ciutat Vella, Guardia Urbana de Barcelona (Police municipale de Barcelone) • Sandra Camacho, responsable Aire Juridique, SICAR-Religioses Adoratrius • Mark Mineo, Consul des Affaires Politiques et Administratifs, Consulat des États-Unis à Barcelone <p>Modératrice: Patricia Gabancho, journaliste</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rang 0 « Hauts représentants des municipalités catalanes »
12 h	Pause-café
12 h 30	Séance de débat II : <i>Quelles sont les actions actuellement mises en</i>

œuvre au niveau local pour faire face à ce problème ?

- Adriana Ribas, coordinatrice d'Amnistie Internationale Catalogne
- Bàrbara Melenchón, Directrice du Programme de la Femme de la Mairie de Barcelone. Agència ABITS
- Tereza Tylova, Espace P, Belgique
- Camara Fatimata Traoré, Gouvernement du District de Bamako (Mali), représentante de l'antenne de Bamako du Réseau International Femmes de Metropolis

Modératrice: Patricia Gabancho, journaliste

- **Rang 0 « Hauts représentants des municipalités catalanes »**
-

14h - 14h15

Conclusions et clôture

- Catherine Zouzoua (Abidjan), vice-présidente du Réseau International Femmes de Metropolis
 - Francina Vila, présidente du Réseau International Femmes de Metropolis
-

Avec le soutien de :



Sponsors:



3. Synthèse des interventions

- ✓ L'exploitation sexuelle n'est pas seulement une atteinte aux droits fondamentaux des personnes, c'est aussi l'une des plus évidentes expressions de l'inégalité entre hommes et femmes dans le monde entier et un exemple supplémentaire de la violence faite aux femmes.
- ✓ Selon le Rapport mondial des Nations unies sur la traite des personnes, qui est fondé sur les cas portés à la connaissance des autorités de 132 pays, 55 000 personnes en ont été victimes en 2012 et le nombre de délinquants liés à ce trafic s'élevait à 50 000 la même année. Mais ces chiffres ne témoignent sans doute que de la partie émergée de l'iceberg, puisque la plupart de ces crimes ne sont pas signalés et restent donc impunis.
- ✓ Nombre de victimes d'exploitation sexuelle ne peuvent pas bénéficier des mesures de protection prévues à leur intention en raison d'obstacles et de blocages administratifs. Il est urgent de remédier à ces écueils, de façon à assurer pleinement la protection des victimes.
- ✓ Les politiques de lutte contre ce phénomène ne seront pas réellement intégrées si l'on n'y implique pas les citoyennes et les citoyens. Il est indispensable de s'appuyer sur la participation de la société civile et des organisations spécialisées qui, grâce à leur travail sur le terrain, connaissent de près la situation des victimes.
- ✓ Il est essentiel d'établir une législation générale permettant à toutes les administrations, quel que soit leur échelon, d'agir et garantissant la coordination et la cohérence de leurs actions. Une telle législation éviterait les divergences réglementaires et fixerait des standards d'action minimaux dans toutes les régions.
- ✓ La traite des personnes doit être combattue tant au niveau mondial qu'au niveau local, car elle est le fait de réseaux criminels internationaux ayant des connexions dans différentes zones géographiques et extrêmement mobiles, mais c'est au niveau local que l'on détecte son impact sur les victimes.
- ✓ La lenteur avec laquelle les institutions policières et judiciaires s'adaptent à l'immense capacité de mouvement et d'adaptation dont font preuve les réseaux criminels est un problème majeur. La lutte contre la traite ne sera efficace que si des améliorations sont apportées en ce domaine.
- ✓ Il est indispensable de déployer des moyens pour remédier à la situation de grande vulnérabilité dans laquelle se trouvent les victimes d'exploitation sexuelle tant au niveau sanitaire, économique et social que de l'éducation.

4. Bienvenue institutionnelle

Montserrat Pallarès

Responsable des Relations institutionnelles, METROPOLIS

Madame Mireia Solsona, conseillère déléguée à l'Égalité et à la Citoyenneté du Conseil provincial de Barcelone ; Madame Núria Balada, directrice exécutive de l'Institut Català de la Dona, représentant ici la présidente Montserrat Gatell ; Madame Francina Vila, présidente du Réseau international Femmes de Metropolis et adjointe au maire de Barcelone en charge des Femmes et des Droits civils ; Mesdames et Messieurs les représentants des Nations unies, du corps consulaire et des antennes du Réseau international Femmes de Metropolis ; Mesdames et Messieurs les maires et conseillers municipaux ; Mesdames, Messieurs,

Bonjour et bienvenue dans cette ville si accueillante qui s'appelle Barcelone !

Je tiens, en premier lieu, à vous remercier tous, car c'est grâce à vous, les quelque 200 personnes d'ici et d'ailleurs dans le monde qui remplissent cette salle, certaines venues de Vienne, d'Abidjan, de Dakar, de Bamako, d'Amman, de Bruxelles..., que le Réseau international Femmes de Metropolis a pu organiser ce colloque avec l'appui de la Ville de Barcelone pour la deuxième année consécutive.

Je remercie plus particulièrement la conseillère Mireia Solsona, car, cette année encore, elle a mis à la disposition du Réseau international Femmes de Metropolis et de la Ville de Barcelone la salle dans laquelle nous nous réunissons aujourd'hui.

Le président de Metropolis, Jean-Paul Huchon, n'a pas pu être parmi nous pour des raisons d'emploi du temps, mais il m'a demandé hier soir de vous saluer toutes et tous chaleureusement de sa part et m'a réaffirmé l'importance qu'il attache au Réseau international Femmes de Metropolis, à qui, Madame la présidente, il réitère son soutien.

Au nom du président de Metropolis, Jean-Paul Huchon, je vous souhaite donc la bienvenue à l'Espace Francesca Bonnemaison du Conseil provincial de Barcelone et vous remercie de votre présence. J'exprime également toute ma reconnaissance aux différentes administrations, et notamment au gouvernement catalan, à la Ville de Barcelone et à l'Aire métropolitaine de Barcelone, qui ont joint leurs efforts aux nôtres pour organiser ce colloque.

Tout au long de l'histoire, les femmes se sont heurtées à une multitude d'obstacles pour parvenir à un épanouissement personnel et social au même titre que les hommes. Mais malheureusement, aujourd'hui encore, au XXI^e siècle, nous ne pouvons pas baisser la garde car nous sommes convaincues que, **grâce à nos efforts et à notre lutte, l'égalité femmes-hommes sera un jour pleine et entière. Et, lorsque ce jour arrivera, il n'y aura plus de violence envers les femmes et les filles, il n'y aura plus ni traite ni esclavage. Probablement aussi, les colloques comme celui-ci seront devenus inutiles.** Rien n'est possible sans nous, et c'est pour cela que nous devons poursuivre nos efforts.

Merci à tous et bon travail !

Mireia Solsona

Conseillère déléguée à l'Égalité et à la Citoyenneté du Conseil provincial de Barcelone

De nouvelles mesures doivent impérativement être prises pour faire face à ce problème, qui fait près de 21 millions de victimes. Parmi ces mesures figure au premier chef la mise en place de réglementations locales et de législations conçues spécifiquement pour réduire les inégalités entre hommes et femmes.

En Espagne, 98 % des personnes qui se prostituent sont d'origine étrangère. Selon le rapport rédigé en 2011 par la psychologue clinicienne Melissa Farley sur la situation des femmes qui se prostituent dans neuf pays, 64 % d'entre elles ont été menacées pendant qu'elles exerçaient la prostitution, 73 % ont été agressées, et 57 % violées.

Le commerce très rentable qui s'est développé autour de la prostitution devra être pris en compte dans le calcul du PIB espagnol (comme l'exige Eurostat pour réguler l'économie souterraine), bien que ce commerce soit le plus souvent fondé sur la menace et l'extorsion.



Núria Balada

Directrice exécutive de l'Institut Català de les Dones, Gouvernement de Catalogne

Il existe en Catalogne une loi – la **loi 5/2008, du 24 avril 2008, sur le droit des femmes à éradiquer la violence machiste** – qui reconnaît le droit des femmes, y compris celles qui sont contraintes à la prostitution, à la prévention, aux soins, à l'assistance, à la protection et au plein épanouissement. Ces droits concernent de nombreux domaines, mais, pour pouvoir les préserver, il convient d'appliquer une

approche intégrant la question de l'égalité des sexes puisque l'impact de ce problème sur les femmes est indiscutable.

Il a une origine structurelle fondée sur la situation de pouvoir masculin sur les femmes et qui est la cause de l'acceptation ou de la tolérance de notre société envers cette pratique. Tant que ces structures de pouvoir n'auront pas disparu, les femmes ne se sentiront ni en sécurité ni protégées.

Francina Vila

Présidente du Réseau international Femmes de Metropolis et adjointe au maire de Barcelone en charge des Femmes et des Droits civils

L'exploitation sexuelle est l'une des plus fortes expressions de la violence envers les femmes.

Il s'agit d'un problème d'envergure mondiale et **il faut donc mettre en place des politiques de portée mondiale, mais sans oublier pour autant son impact au niveau local**. Des politiques qui impliquent aussi bien les collectivités locales que les réseaux de coopération et tous les mécanismes internationaux de lutte contre l'exploitation sexuelle sont, de ce fait, nécessaires.

Les collectivités locales doivent offrir des mécanismes permettant aux femmes victimes de ces trafics de sortir de cette situation. Nous devons être capables de lancer un **débat public** pour dénoncer la grave atteinte aux droits fondamentaux que constitue l'exploitation sexuelle. La prise de conscience que suscitera ce débat nous rendra plus forts face aux réseaux et aux exploitateurs.

5. Allocution d'ouverture

Ragnhild Johansen

Chercheuse, Rapport mondial sur la traite des personnes, Office des Nations unies contre la drogue et le crime

Qu'entend-on par traite des personnes ?

La traite des personnes est un problème très ancien. Il figurait déjà au programme de la Société des Nations dans les années 1920. Un protocole sur la traite entré en vigueur en 2003 a été ratifié par 159 pays en 2014.

Trois éléments doivent être réunis pour que l'on puisse parler de traite des personnes :

- Les **faits**, c'est-à-dire le recrutement, le transport, la livraison et la réception et l'accueil des personnes victimes de la traite.
- Les **moyens**, c'est-à-dire la menace et l'usage de la force, la coercition, la tromperie et la fraude, l'abus de pouvoir ou l'obtention de bénéfices (un seul de ces éléments est nécessaire pour que l'on puisse parler de « moyens »).
- L'**objectif**. Il peut être de différentes natures et n'est pas forcément l'exploitation sexuelle ou le travail forcé.

Ainsi, à chaque fois qu'il existe des faits, des moyens et un objectif, il existe un délit passible des tribunaux.



La situation mondiale en quelques chiffres

L'édition 2012 du Rapport mondial sur la traite des personnes (rapport publié tous les deux ans), qui recueille des chiffres fournis par 132 pays, révèle que 55 000 cas de traite de personne et 50 000 délinquants liés à cette traite ont été recensés. Mais ces chiffres ne témoignent sans doute que de la partie émergée de l'iceberg puisque la plupart de ces crimes ne sont pas signalés et restent donc impunis.

Plus de 70 % des victimes sont de sexe féminin (59 % sont des femmes et 17 % des filles). Dans 10 % des cas, il s'agit d'enfants. Même si la plupart des victimes d'exploitation sexuelle sont de sexe féminin, l'écart entre le nombre de victimes féminines et le nombre de victimes masculines s'est réduit entre 2006 et 2009.

Les femmes sont très nombreuses parmi les personnes qui se livrent à la traite des êtres humains. Entre 2007 et 2010, **un coupable sur trois (33 %) était une femme**. Mais il s'agit d'une moyenne mondiale, et ce chiffre peut varier énormément d'une région ou d'un pays à un autre. Cette variation s'explique en grande partie par le fait que plusieurs pays ont adapté leur système pénal en ce qui concerne l'exploitation sexuelle et la traite des personnes.

Les différents types de traite des personnes

Outre l'exploitation sexuelle, **le terme « traite des personnes » englobe le travail forcé**, l'utilisation d'enfants pour commettre de petits délits, le prélèvement et le trafic d'organes, l'enrôlement d'enfants soldats et les mariages forcés, entre autres. **Les victimes du travail forcé sont pour la plupart des hommes.**

Où a lieu la traite des personnes et comment est-elle réprimée ?

Le trafic d'êtres humains ne se fait pas toujours d'un continent vers un autre continent. En réalité, la plupart des trafics ont lieu à l'intérieur d'une même région du monde. Le trafic d'un continent vers un autre se fait le plus souvent vers l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient.

L'entrée en vigueur du Protocole sur la traite des personnes a amené de nombreux pays à introduire la notion de traite dans leur code pénal. Mais le nombre de personnes condamnées reste néanmoins très faible, ce qui montre que les États ne détectent qu'un très faible pourcentage des cas.

Le rôle des Nations unies

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) **aide les pays membres à combattre la traite**. Cette aide est fondée sur ce que l'on appelle les 3 P (Prévention, Protection, Poursuites)

- **Prévention** : recherche, coordination entre pays, campagnes de sensibilisation, outils de formation à l'intention des personnes concernées, etc.
- **Protection** : formation des fonctionnaires de justice à la détection des victimes, de façon à ce qu'elles soient prises en charge conformément à leurs besoins spécifiques.
- **Poursuites** : conseil aux États pour l'application de la loi, formation des fonctionnaires de police.

6. Séance de débat I: Quels sont les obstacles aux actions locales en matière de lutte contre le trafic et de protection des victimes d'exploitation sexuelle?

Claudio Acioly

Coordinateur et responsable de l'unité Renforcement des capacités et Formation, ONU-Habitat

L'un des nombreux programmes mis en place par ONU-Habitat est l'Habitat Partner University Initiative, à laquelle participent près de 150 universités. Elle a pour objectif de former une nouvelle génération de professionnels grâce à des partenariats dans le domaine de l'éducation et de la recherche appelés HUBS. L'un d'entre eux porte précisément sur les questions de genre.

La planification et la gestion de l'espace public affectant profondément la liberté et la sécurité des femmes dans l'espace urbain, il est essentiel que l'aménagement urbain soit conçu à partir d'une approche intégrant la question de l'égalité des sexes.

Le développement de la migration internationale fait que de plus en plus de jeunes femmes et de jeunes filles finissent par tomber entre les mains du crime organisé et à être obligées de se prostituer. Nous pensons qu'il est nécessaire d'élaborer des études plus approfondies pour nourrir un débat plus profond, un débat qui porterait, entre autres, sur des questions comme : comment réguler certaines activités dans les villes ? De quels moyens disposent les collectivités locales pour intervenir positivement dans ces domaines ?

Ana Falú* est architecte et auteure, notamment, de l'ouvrage « Women in the City: on Violence and Rights ». A son avis, la violence envers les femmes est liée à des problèmes aussi profonds que le sont les droits humains. Les gouvernements et les collectivités locales doivent s'impliquer plus fortement dans la lutte contre cette violence et tenir compte des besoins et des spécificités des femmes dans les villes à l'heure de la mondialisation : des villes aux promesses ambiguës et qui ne font pas toujours face aux enjeux les plus criants, des villes où la richesse et le luxe côtoient la ségrégation, la drogue, la violence et autres fléaux.

*Ana Falú est la coordinatrice de Gender HUB d'ONU-Habitat.

Xavier Cortés

Chef de l'Unité centrale de lutte contre le trafic d'êtres humains, police catalane (Mossos d'Esquadra)

Offrir une protection aux victimes d'exploitation sexuelle est très compliqué mais néanmoins indispensable. **Cette protection doit être globale** et doit être aussi bien **physique** que **juridique**. Très souvent, la volonté de protéger la victime se trouve en contradiction avec la situation dans laquelle elle est plongée car, ayant été contrainte de commettre des délits pour obtenir de l'argent, elle se trouve engagée dans une procédure pénale.

Dans 90 % des cas, l'exploitation sexuelle est le fait d'organisations internationales. Nous sommes là face à un réseau de bandes criminelles très complexe et si les enquêtes ne sont menées qu'au niveau local elles ne pourront aboutir que partiellement. Il est donc **impératif d'agir avec une approche plus globale, plus internationale.**



Ricardo Salas

Intendant de l'Unité territoriale de Ciutat Vella, police municipale de Barcelone (Guardia Urbana)

La police municipale de Barcelone déploie ses activités dans trois grands domaines : assistance, procédure administrative, procédure pénale. À Barcelone, une série d'infractions relatives à l'exercice de la prostitution dans les lieux publics sont réprimées depuis l'entrée en vigueur d'un arrêté municipal sur les incivilités pris en 2006. Mais cette répression s'accompagne d'une assistance fournie par des services spécialisés aux personnes qui exercent la prostitution, principalement aux plus vulnérables d'entre elles.

L'action de la Ville de Barcelone et de la police municipale en ce domaine consiste notamment à dénoncer l'offre et la demande de services sexuels dans les lieux publics et à entamer des poursuites, ainsi qu'à contrôler et inspecter les appartements dans lesquels la prostitution s'exerce sans autorisation. En 2013, une quarantaine d'appartements du quartier du Raval (l'un des quartiers les plus concernés) où la prostitution était exercée illégalement ont été mis sous scellé.

Dans les quartiers les plus concernés par ce problème, la police municipale travaille en étroite coordination avec d'autres services de police.

L'action de la police et de la justice est trop lente en comparaison avec la capacité de mouvement et d'adaptation dont font preuve les réseaux criminels.

La lutte contre la traite ne sera efficace que si des améliorations sont apportées en ce domaine, notamment grâce à :

- une réforme du système judiciaire et pénal ;
- une efficacité accrue des opérations de police et des procédures judiciaires ;
- la création de tribunaux spécialisés dans la répression de l'exploitation sexuelle, de façon à accélérer les procédures ;
- la mise en place d'une équipe de coordination entre les différents services de police, afin de rassembler les forces et de gagner en efficacité.

Sandra Camacho

Responsable des services juridiques de SICAR

SICAR (<http://www.adoratrius.cat>) est un organisme social créé en 2002 pour venir en aide aux femmes se livrant à la prostitution dans des conditions relevant de l'exploitation sexuelle plutôt que de leur libre choix. **SICAR apporte son soutien aux femmes victimes de la traite des êtres humains** quelle que soit la finalité de cette dernière, bien que, dans la plupart des cas, il s'agisse de femmes victimes d'exploitation sexuelle. L'aide est apportée par des équipes interdisciplinaires. Les victimes sont accueillies dans des foyers où la prise en charge s'effectue en trois étapes – urgences, séjours longs et autonomie – et bénéficient d'un accompagnement personnalisé jusqu'à ce qu'elles recouvrent pleinement leur autonomie.

Les aides publiques, notamment en provenance de la Ville de Barcelone, constituent une grande partie du budget dont dispose SICAR.

La situation des victimes ne leur permet pas toujours de bénéficier des mécanismes de protection prévus à leur intention. Par exemple, si une victime d'exploitation sexuelle est détectée à Vic (une ville catalane de 41 191 habitants en 2012), elle ne pourra pas bénéficier de la même aide qu'une victime détectée à Barcelone (capitale de la Catalogne). Il est très regrettable que le niveau d'aide apportée aux victimes dépende de l'endroit où elles ont été détectées. **Même si l'exploitation sexuelle est un phénomène global, elle a aussi un impact au niveau local et il conviendrait donc de déployer davantage de moyens, autres que ceux que peut fournir une autorité locale** comme l'est, dans notre cas, la Ville de Barcelone.

Mark Mineo

Consul en charge des Affaires politiques et administratives au Consulat général des États-Unis à Barcelone

Le consulat général des États-Unis à Barcelone travaille aux côtés d'organisations gouvernementales et non gouvernementales pour identifier et protéger les victimes d'exploitation sexuelle.

Selon une étude réalisée par l'OIT en 2012, 21 millions de personnes sont victimes de la traite d'êtres humains à travers le monde. Si l'étude ne fait pas de distinction entre

les différents types de traite, on peut quand même noter que 55 % de ces personnes sont des femmes ou des filles, dont 98 % sont victimes d'exploitation sexuelle.

L'ambassade des États-Unis publie chaque année un rapport qui sert d'**outil pour encourager les pays partenaires à travailler ensemble et à comparer leurs politiques conformément à ce que stipule le Protocole de Palerme**. Ce rapport classe les pays selon trois niveaux : ceux qui respectent les normes minimales de protection des victimes de la traite d'êtres humains ; ceux qui ne respectent pas les normes minimales fixées par le Protocole mais où l'aide aux victimes connaît des progrès (pour ce niveau, l'ambassade établit une « watch list » des pays qui expriment la volonté de respecter les normes minimales mais où les progrès par rapport à l'année précédente sont jugés insuffisants) ; enfin, ceux qui ne respectent pas du tout les normes minimales et ne prennent aucune mesure de protection des victimes.

Sur les 188 pays évalués, 30 sont classés premier niveau et 92 deuxième niveau (dont 44 figurant sur la « watch list »). Cette année, 14 pays sont passés au niveau supérieur, mais, malheureusement, 27 sont descendus au niveau inférieur.

Les initiatives diplomatiques mises en place dans les pays, comme les campagnes publiques, les colloques, les activités de sensibilisation et de conscientisation et la collaboration avec les gouvernements, les ONG, les organisations religieuses, etc., sont hautement positives.



Compte-rendu du débat :

Les opinions émises par le public reflètent celles de la société dans son ensemble : une partie souhaite la légalisation de la prostitution, tandis que l'autre juge préférable de la cacher. Quels effets ont pour les villes l'une et l'autre de ces deux options ?

- Certains pays prônent la légalisation (les Pays-Bas en sont un bon exemple), mais il est démontré que le trafic d'êtres humains n'y a pas disparu pour autant. En réalité, dans certains pays où la prostitution a été légalisée les organisations criminelles sont de plus en plus présentes.
- D'autres pays, comme la Suède, considèrent la consommation sexuelle tarifée comme une forme de violence envers les femmes. Clients et prostitué(e)s y sont donc poursuivis et les taux d'exploitation sexuelle ont considérablement baissé.
- Il convient de noter que l'exploitation sexuelle est l'activité criminelle la plus lucrative après le trafic d'armes et le trafic de drogue.
- Il est indispensable de tenir compte du fait que les femmes victimes d'exploitation sexuelle sont de plus en plus obligées de commettre des délits. Or, elles ne les commettent pas volontairement et il est impossible de les protéger si on les traite comme des délinquantes.

7. Pause-café

Une pause-café solidaire a eu lieu à midi. C'est l'ACIDH (www.acidh.org), une association œuvrant à l'amélioration de la qualité de vie des personnes à coefficient intellectuel limité moyennant une prise en charge totale, qui a assuré le catering.

À cette occasion, le Réseau international Femmes de Metropolis a pu offrir des repas aux quatre foyers d'accueil de l'ACIDH à Barcelone et à des bénéficiaires du projet « Soutien à l'autonomie à domicile », qui assure à des personnes à coefficient intellectuel limité un logement digne adapté à leurs besoins.

Foyers d'accueil de l'ACIDH :

- Résidence Zona Franca
- Résidence Vilamarí
- Résidence Sicilia
- Résidence Providencia

Projet « Soutien à l'autonomie à domicile »

- Résidence Violant d'Hongria



8. Séance de débat II: Quelles sont les actions actuellement mises en œuvre au niveau local pour faire face à ce problème?

Adriana Ribas

Coordinatrice d'Amnesty International Catalogne

Pour faire face à cette grave atteinte aux droits humains, une législation générale axée sur les personnes et faisant prévaloir l'assistance et la protection intégrale doit être mise en place. Une telle législation permettrait à toutes les administrations, quel que soit leur échelon, d'agir de façon coordonnée et cohérente et éviterait les divergences réglementaires tout en fixant des standards d'action minimaux dans toutes les régions.

Cette législation permettrait en outre de défendre et protéger vraiment les droits des victimes car, même si ces droits leur sont reconnus, les victimes se trouvent souvent confrontées à des obstacles et à des blocages. Par exemple, nombre d'entre elles sont renvoyées dans leur pays d'origine, où elles seront à nouveau en proie à la violence et à l'exploitation.

Pour mieux protéger les victimes d'exploitation sexuelle, il faut consolider les progrès accomplis et supprimer toutes les barrières administratives qui entravent la protection des victimes.

Amnesty International Catalogne : <http://www.amnistiacatalunya.org>

Bàrbara Melenchón

Directrice du programme Femmes de la Ville de Barcelone, agence ABITS

ABITS est le plan pour une approche intégrée du travail sexuel mis en place par la Ville de Barcelone.

La plupart des femmes aidées dans le cadre de ce plan sont immigrées (uniquement 13 % ne le sont pas). En 2013, 72 % des femmes d'origine étrangère prises en charge avaient leurs papiers, 92 % avaient la carte d'assurance maladie et près de 80 % étaient inscrites auprès de la mairie. La même année, 409 femmes ont été aidées et 233 ont bénéficié d'une assistance individualisée. Depuis 2006, année de la création de l'agence ABITS, 1 195 femmes ont été prises en charge.

L'agence participe parfois à des opérations de police. Elle ne le fait bien entendu pas à des fins de répression, mais pour être là au cas où l'on aurait besoin de ses conseils ou de son aide.

Il y a d'énormes différences entre la situation des femmes qui exercent la prostitution en appartement et celle des femmes qui l'exercent dans la rue. La consommation de substances est beaucoup plus fréquente chez les premières, soit parce qu'elles en ont besoin pour supporter les rapports, soit parce que leurs clients, qui exigent des rapports sexuels à risques plus souvent en appartement que dans la rue, le leur demandent.

Des accords passés avec des organisations du tiers secteur nous permettent de travailler de concert auprès de femmes exerçant la prostitution dans des lieux fermés, c'est-à-dire dans des maisons closes ou des clubs ou en appartement. Cette collaboration nous permet de répondre à l'ensemble de leurs besoins et de les diriger vers les services d'autres organisations ou vers des services municipaux.

Les femmes qui font appel aux services d'ABITS ne peuvent s'appuyer que sur très peu de proches, amis ou parents, et ignorent pratiquement tout du cadre juridique auquel elles sont soumises. En outre, elles se méfient du système de protection et des institutions locales en général (services sociaux, police, justice). **Le fait que leur nom sera rendu public si elles portent plainte les incite à ne pas le faire** car elles craignent d'être identifiées et punies par les réseaux criminels.

ABITS dispose de diverses ressources socioprofessionnelles pour faciliter la formation et l'insertion par le travail des femmes dont elle s'occupe. Une grande partie des femmes que nous aidons ne disposent que de très peu de moyens financiers et sont menacées et rackettées. Certaines retournent à la prostitution et continuent même à rembourser la dette que leur a imposée l'organisation criminelle dont elles dépendent.

Tereza Tylova

Assistante sociale, Espace P..., Belgique

L'association à but non lucratif belge Espace P... (<http://www.espacep.be/>) travaille depuis 25 ans aux niveaux sanitaire, social et juridique.

Ayant pour principe de travailler sur le terrain, elle est en mesure de voir sans interférences comment évolue la situation des femmes qui exercent la prostitution dans des conditions de vulnérabilité.

La nature du trafic a beaucoup changé ces dernières années et est souvent très éloignée de l'image qu'en donnent les médias. Il est fréquent de trouver aujourd'hui à Bruxelles des cas que l'on pourrait qualifier d'« exploitation consentie », surtout parmi les femmes provenant d'Europe de l'Est. C'est-à-dire que ces femmes savaient avant de venir en Belgique qu'elles y seraient livrées à la prostitution, même si, parfois, elles ignoraient dans quelles conditions. La prostitution s'insère donc, dans ce cas, dans une stratégie migratoire.

C'est à propos des femmes venant d'Afrique que l'on peut plus justement parler de trafic de femmes, au sens classique du terme. Et, dans ce cas, le problème est beaucoup plus complexe.

Le travail quotidien dans la rue auprès des femmes permet d'établir avec elles des rapports de confiance qui les amèneront à dénoncer leur situation et à accéder aux programmes de protection. La plupart des femmes concernées ne connaissant aucune des langues du pays, ces rapports de confiance sont essentiels pour pouvoir fournir un travail continu. La présence d'interprètes accroît encore la confiance car, outre permettre des échanges plus approfondis, elle facilite l'accompagnement et la médiation culturelle.

Lorsque l'on sait que ce qui est fait en matière d'insertion professionnelle, d'éducation et d'information dote ces femmes d'autonomie et leur fournit les outils et compétences

qui leur permettront de construire leur propre réseau social, il apparaît clairement que les contraindre à la clandestinité les isole et les empêche de bénéficier des moyens déployés à leur intention aussi bien par les pouvoirs publics que par la société civile.



Camara Fatimata Traoré

Gouvernement du District de Bamako (Mali). Représentante de l'antenne de Bamako du Réseau international Femmes de Metropolis

Parmi les actions mises en œuvre au niveau local au Mali figurent au premier chef la mise en place de centres d'accueil et d'écoute des victimes, l'aide juridique gratuite et des stages de formation et de sensibilisation aux situations d'exploitation sexuelle.

Sachant que les victimes ne sont souvent pas en capacité de dénoncer ce type de violence, un travail de sensibilisation a été entrepris auprès de l'ensemble de la population de façon à ce que leur entourage n'hésite pas à dénoncer lui-même les faits. Pour ce faire, une permanence téléphonique gratuite a été mise en place. La plainte est aussitôt transmise aux services d'assistance et aux autorités. L'appel est gratuit afin que tout un chacun soit en mesure de donner l'alerte.

Dès que la plainte est déposée, la victime est prise en charge aussi bien par les services médicaux que par ceux qui s'occupent de l'insertion par le travail. On évalue ses dispositions pour exercer un autre métier. À cet égard, des unités de formation professionnelle ont été mises en place afin de permettre aux victimes d'acquérir une autonomie financière et de disposer d'un lieu où elles pourront essayer de surmonter le traumatisme causé par la violence qui leur a été infligée.

La présence de femmes au sein des équipes d'assistance et de protection est essentielle car de très nombreuses femmes ne sont pas du tout à l'aise face aux hommes dans ces circonstances et se montrent donc réticentes au moment d'exposer leur situation si leur interlocuteur est un homme. Certaines vont même jusqu'à nier être des victimes si elles sont interrogées par un homme.

L'expérience sur le terrain montre que si la victime est prise en charge par des femmes elle sera beaucoup plus en confiance et portera plus facilement plainte.

Compte-rendu du débat :

- Les interventions sur le terrain et un contact personnalisé avec la victime sont essentiels pour pouvoir commencer la prise en charge afin que la victime puisse être protégée et puisse recouvrer son autonomie et sa capacité de décision sur son propre corps et sur sa propre vie.
- Il y a un décalage entre la situation réelle des victimes et la prise de décisions dans la sphère politique. En raison notamment d'un manque de coordination, les décisions ne répondent pas toujours aux besoins découlant de la complexité de la vie quotidienne de la victime.
- Il est nécessaire de garantir que les arrêtés municipaux relatifs à la prostitution adoptent une approche axée sur les droits fondamentaux des victimes.
- Ce débat est extrêmement complexe car la prostitution est elle-même, en soi, l'objet de grandes polémiques au sein de la société, ce qui fait qu'il est difficile de décider à partir de quel moment on peut parler de violence envers la femme.

Martha Lucía Micher Camarena*

Présidente de la commission Équité et Genre, Mexico

Au Mexique, la traite des êtres humains est désormais un délit. La Constitution a été modifiée en ce sens, **du personnel a été formé** et **des ressources ont été mobilisées** pour que les nouvelles dispositions constitutionnelles puissent être appliquées.

L'article 19 de la Constitution fait figurer le délit de traite des êtres humains parmi ceux pour lesquels les juges doivent placer d'office les trafiquants en détention provisoire.

L'article 20 de la Constitution garantit les droits des victimes et préserve leur identité. Il prévoit :

- des compétences et des formes de coordination pour la prévention, l'investigation, la poursuite et la sanction des délits en matière de traite des êtres humains de la part du gouvernement fédéral, des États, du district fédéral et des communes ;
- les qualifications pénales et les sanctions ;

- des mécanismes efficaces pour garantir la vie, l'intégrité et la sécurité des personnes ;
- des mesures visant à réparer le préjudice subi par les victimes de la traite des êtres humains ;
- une aide médicale et un soutien psychologique.

La nouvelle législation a permis de mieux prévenir et sanctionner la traite des êtres humains, de mieux venir en aide aux victimes et de sensibiliser davantage la population à ce problème, ainsi que d'identifier et d'arrêter plus de trafiquants.

* Intervention hors programme.

9. Conclusions et clôture

Catherine Zouzoua

Vice-présidente du Réseau international Femmes de Metropolis

- Il y a des sociétés qui connaissent des difficultés économiques et où existent de grandes inégalités entre hommes et femmes. Il y est très courant, surtout dans les couches les plus pauvres, que ces inégalités soient perceptibles au sein même du foyer, où beaucoup de filles n'ont même pas accès à un enseignement de base. Certaines filles ayant tenté d'échapper à cette situation de grande vulnérabilité sont régulièrement victimes de violence sexuelle.
- Au niveau local, le soutien de la communauté est essentiel pour protéger les femmes de la violence sexuelle. **Un travail de sensibilisation de l'ensemble de la société est donc indispensable.**
- Le travail visant à la réduction des inégalités entre hommes et femmes est directement lié au travail d'éradication de la violence sexuelle.
- Sachant que les victimes d'exploitation sexuelle vivent une telle situation à la suite d'un projet migratoire qu'elles ont réalisé, poussées par le désespoir, dans des conditions très précaires et en prenant de très grands risques, l'État doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter la fuite de ses citoyens loin de leur environnement social. Il faut donc, d'une part, combattre les organisations criminelles et, d'autre part, tout faire pour augmenter le niveau de bien-être de la population.

Francina Vila

Présidente du Réseau international Femmes de Metropolis

La présidente présente les conclusions du colloque et remercie les intervenants et le public de leur participation :

- **L'exploitation sexuelle est un phénomène en constante évolution, tout comme la manière de soumettre les femmes.** Le travail d'éradication doit donc pouvoir être fait avec davantage de flexibilité, afin qu'il soit toujours adapté à ces changements et puisse ainsi assurer aux femmes une prise en charge et une protection maximales.
- Nous devons **axer le débat sur le point de vue des femmes**, en tant que personnes, et ne pas l'aborder seulement sous son angle économique ou en ne s'intéressant qu'à ses liens avec la criminalité.
- Les médias doivent être capables de faire connaître la **situation d'inégalité des femmes** par rapport aux hommes en évitant toute victimisation.
- Il faut sensibiliser la population aux problèmes qui affectent les femmes en raison du commerce du sexe : **la forte demande favorise le trafic et l'exploitation.**

- Il faut mettre l'accent sur la **situation de pauvreté des pays d'origine des femmes victimes de ce phénomène**, ce qui accroît leur vulnérabilité. À cet égard, la coordination internationale pour agir à la source est fondamentale.
- **L'engagement de tous les États** envers le respect des protocoles internationaux, et tout particulièrement du Protocole de Palerme, est essentiel pour garantir l'efficacité du travail d'éradication de l'exploitation sexuelle et pour la protection des victimes.
- Dans ces conditions, il est indispensable de **déployer les moyens nécessaires pour prendre les victimes en charge**, tant pour assurer leur sécurité qu'en égard à leur situation économique. Un cadre juridique efficace doit également être mis en place, afin que la législation soit toujours adaptée à une protection pleine et entière des victimes. Un travail de formation et de sensibilisation de toutes les parties impliquées dans les actions de défense et de protection des droits des femmes est en outre essentiel.

Les conclusions du colloque serviront de base pour la rédaction d'une déclaration qui, après avoir été signée par les parties prenantes, sera publiée et diffusée.

Ces conclusions seront présentées lors du Congrès de Metropolis en octobre prochain, de façon à ce que les villes membres de l'association fassent leurs principes de la lutte contre l'exploitation sexuelle en adhérant à une déclaration sur ce problème et en s'engageant à promouvoir des politiques publiques permettant d'y faire face.



10. Annexes

10.1. Brève biographie des intervenants



Montserrat Pallarès

Elle est conseillère juridique spécialisée en droit du travail. Entrée au Parti des socialistes de Catalogne en 1993, elle en est devenue membre du conseil national (2003-2006). Elle a été élue en 2003 au conseil municipal de Castelldefels, devenant deuxième adjointe au maire en charge du Tourisme, des Relations institutionnelles et de la Participation citoyenne, puis première adjointe au maire en charge de la Participation citoyenne. Elle a été nommée en 2003 conseillère métropolitaine de la communauté de communes de l'Aire métropolitaine de Barcelone. Elle a été présidente du Conseil de la communication de Castelldefels de 2003 à 2005, ainsi que présidente du Conseil sectoriel de la Participation citoyenne et des Relations institutionnelles et présidente du Conseil sectoriel du Tourisme de 2003 à 2007. Elle a travaillé en collaboration étroite avec le président de l'Agence pour l'environnement de l'Aire métropolitaine de Barcelone entre 1991 et 1996 et a rejoint la Direction des services de l'espace public en 1996. Membre fondatrice depuis 1994 de l'Association pour la protection de l'environnement Natura 2001, elle a également présidé l'Association pour la défense du bois de Castelldefels (ADDB) de 2001 à 2003. Elle rejoint le Secrétariat général de Metropolis à Barcelone en avril 1998 et y travaille jusqu'en 2003. Ayant réintégré Metropolis en 2007, elle y est nommée responsable des projets stratégiques des villes membres. Elle est actuellement responsable des Relations institutionnelles de la communauté de communes de l'Aire métropolitaine de Barcelone. Directrice des Relations institutionnelles de Metropolis depuis janvier 2009, elle est également coordinatrice du Réseau international Femmes de Metropolis depuis octobre 2011.



Mireia Solsona Garriga

Titulaire d'une maîtrise de droit passée à l'Université de Barcelone.
Maire de Matadepera depuis 2007.
Conseillère déléguée à l'Éducation, à l'Égalité et à la Citoyenneté auprès de la Direction des services aux personnes du Conseil provincial de Barcelone depuis 2011.
Membre du Comité exécutif et de la Commission de l'éducation de la Fédération des communes de Catalogne.
Membre de la Commission de l'égalité et de l'éducation de l'Association catalane des communes.
Conseillère du CIRE (Centre d'initiatives pour la réinsertion).



Montserrat Gatell Pérez

Née à Sabadell en 1971, Montserrat Gatell est titulaire d'une maîtrise en philologie sémitique (spécialité arabe) obtenue à l'Université de Barcelone en 1994 et d'une maîtrise en philologie catalane obtenue à l'Université ouverte de Catalogne (UOC) en 2013. Elle est également titulaire depuis 2006 du diplôme supérieur de gestion des administrations publiques délivré par l'École des hautes études pour les élus (FAAEE), rattachée à l'Association catalane des communes et des cantons et à l'Université autonome de Barcelone.

Elle a été maire de Castellar del Vallès entre 2004 et 2007, et a également été adjointe au maire en charge des services sociaux et de la gestion des départements Culture, Communication et Éducation et Jeunesse.

Elle a été vice-présidente du Fonds catalan de coopération, membre de la Commission mixte d'éducation et conseillère sur les questions d'égalité et de genre auprès de l'Association catalane des communes.

Membre du Conseil provincial de Barcelone de 2007 à 2011, elle a représenté le groupe municipal CiU au sein des commissions Égalité, Commerce et Promotion économique.

Montserrat Gatell a également travaillé comme rédactrice dans le département créatif de la société Educa Sallent S.A., où elle était responsable de la gestion des traductions, des révisions et de la rédaction de textes, et a été professeure de catalan et de littérature catalane au collège El Casal de Castellar del Vallès.

Elle est actuellement présidente de l'Institut catalan des femmes.



Francina Vila

Titulaire d'une maîtrise de droit

Adjointe au maire de Barcelone en charge des Femmes et des Droits civils et maire de quartier pour le district d'Horta-Guinardó depuis juillet 2011.

Elle préside les conseils municipaux « Femmes », « LGBT » et « Peuple gitan » et est membre du conseil municipal « Coopération ».

Elle fait également partie des commissions « Sécurité et Mobilité », « Culture et Connaissance » et « Qualité de vie, Égalité et Sports ».

Elle représente la Ville de Barcelone à la Fondation Julio Muñoz Ramonet et à la Fondation pour le Quartier juif de Barcelone (le Call).

Elle est également membre des conseils de l'Institut municipal des finances, de l'Institut municipal d'éducation, de l'Institut de culture de Barcelone (ICUB) et de l'Institut Barcelone Sports (IBE).

Elle est en outre conseillère membre du groupe métropolitain Convergència i Unió et membre de la commission consultative « Développement économique et Planification stratégique » de l'Aire métropolitaine de Barcelone.

Francina Vila préside le Réseau international Femmes de Metropolis depuis 2013.



Ragnhild Johansen

Ragnhild Johansen est chercheuse au sein de l'unité travaillant sur le Rapport mondial sur la traite des personnes au Service de la recherche et de l'analyse des tendances de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Elle a rejoint cette unité en 2012 et fait partie de l'équipe réduite rédigeant tous les deux ans un rapport mondial sur la traite des personnes. Ce rapport porte sur les caractéristiques et les flux de la traite des personnes aux niveaux mondial, régional et national et est basé sur les informations officielles fournies par les États. Ragnhild Johansen avait auparavant été affectée à la Section des études et de l'analyse des menaces de l'ONUDC, où elle a participé à des recherches sur plusieurs aspects du crime organisé transnational, notamment l'évolution des marchés des drogues illicites, la piraterie maritime, les mouvements illicites de capitaux et la contrebande de minéraux. Elle a également travaillé aux services d'information de l'ONUDC et au Desmond Tutu Peace Trust, au Cap (Afrique du Sud).



Claudio Acioly

Architecte. Actuellement Coordonnateur et Chef de l'Unité du Développement des compétences et de la formation pour ONU-Habitat, l'agence qui développe des programmes qui visent à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans les villes.

Claudio Acioly a travaillé comme directeur et responsable de projets dans de nombreux projets complexes et différents contextes institutionnels en rendant compte à des entités gouvernementales ainsi qu'à des agences de financement. Il a conseillé à des gouvernements nationales et locales des réformes politiques, processus de développement institutionnel, planification et gestion résidentielle et des programmes de développement local.

Il a travaillé comme assesseur et professeur en Albanie, Angola, Argentine, Arménie, Brésil, Bolivie, Bulgarie, Chine, Costa Rica, Cuba, Équateur, Égypte, Éthiopie, Philippines, Guinée-Bissau, Jordanie, Kenya, Moldavie, Mozambique, Portugal, Pérou, Sénégal et Tanzanie.

Xavier Cortés Camacho

L'inspecteur adjoint Xavier Cortés Camacho est le chef de l'Unité centrale de lutte contre le trafic d'êtres humains, dépendant du Service central de lutte contre le crime organisé de la police catalane (*Mossos d'Esquadra*). Il dirige cette unité, sans équivalent dans le reste de l'Espagne, depuis sa création en 2007.

Titulaire d'une maîtrise en sciences de l'information obtenue à l'Université autonome de Barcelone en 1992, il fait partie de la police catalane depuis 1994. Avant d'occuper son poste actuel, il a travaillé au sein d'unités d'enquêtes criminelles à partir de 1997, dirigeant notamment des enquêtes sur des homicides, des trafics de voitures et des vols. Il a également dirigé de nombreux stages d'information et de formation tant en Espagne qu'à l'étranger.

L'Unité centrale de lutte contre le trafic d'êtres humains de la police catalane a mené de nombreuses opérations liées à la lutte contre les groupes criminels internationaux agissant en Catalogne dans le domaine de l'exploitation sexuelle et du travail forcé.

Ricardo Salas Hernández

Ricardo Salas est l'intendant de la Guardia Urbana de Barcelone et à présent il est le responsable du commissariat du district de Ciutat Vella depuis décembre 2011 et précédemment entre 2002 et 2007. Il a été aussi assigné, parmi d'autres, dans la Division de Sécurité en tant que responsable d'opérations.

Il est né à Barcelone et possède une maîtrise en Droit par l'Université Autonome de Barcelone. Il est policier depuis 1985 quand il a commencé à travailler à la Guardia Urbana. Il a un long parcours professionnel en tant que conférencier et formateur et à présent il travaille comme professeur à l'École de Prévention et Sécurité Intégrale de l'Université Autonome de Barcelone.

Il est une personne référent à la Guardia Urbana concernant la prostitution et l'exploitation sexuelle à Barcelone.



Sandra Camacho

Titulaire d'une maîtrise de droit délivrée par l'Université de Barcelone, Sandra Camacho a également obtenu un diplôme supérieur en culture de la paix à l'Université autonome de Barcelone. Dans le secteur social depuis 2007, elle a notamment travaillé auprès de personnes immigrées, de membres de la communauté gitane et de personnes menacées en raison de leur action en défense des droits de l'homme au Mexique.

Responsable des services juridiques de SICAR cat depuis 2010, elle assiste des femmes victimes de la traite d'êtres humains.



Mark R. Mineo

Mark R. Mineo est consul en charge des Affaires politiques et administratives au Consulat général des États-Unis depuis septembre 2012. Il a auparavant été en charge des Affaires consulaires et politiques au Consulat général des États-Unis à Monterrey (Mexique) et, plus récemment, à l'ambassade des États-Unis à Ankara (Turquie).

Avant d'entrer dans la diplomatie, M. Mineo fut officier dans l'US Navy, où il a servi en Méditerranée et dans le golfe Persique au sein de l'escadron de chasse 14 et sur les porte-avions John F. Kennedy et Dwight D. Eisenhower. Il a également été instructeur à l'Académie navale d'Annapolis, dans le Maryland, et consultant auprès de sociétés espagnoles et sud-américaines.

Né à San Diego, en Californie, M. Mineo est diplômé de l'Académie navale des États-Unis et est titulaire du master d'administration d'entreprises des universités du Maryland et de Miami



Adriana Ribas

Responsable d'Amnesty International en Catalogne. Je dirige la stratégie de lobbying, d'impact politique et de relations institutionnelles, ainsi que les campagnes d'Amnesty International en Catalogne.

Titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et de l'administration obtenue à l'Université Pompeu Fabra (Barcelone), je suis spécialisée en relations internationales.

Mon expérience professionnelle est entièrement liée au secteur des ONG, plus particulièrement dans les domaines de la gestion des bénévoles, de la mobilisation et de l'éducation aux droits de l'homme, ainsi que dans l'organisation de campagnes.



Bárbara Ana Melenchón Serrano

Directrice du programme Femmes de la Ville de Barcelone. Titulaire d'un diplôme de professeure des écoles maternelles et primaires délivré par l'Université autonome de Barcelone, Bárbara Melenchón a 14 ans d'expérience dans l'enseignement public. Elle a également un diplôme supérieur en égalité et genre, décerné par l'Université autonome de Barcelone, et a suivi des études de psychopédagogie à l'Université ouverte de Catalogne. Elle a été la responsable de la conception et de la mise en œuvre du premier plan pour l'égalité des chances du ministère catalan de l'Éducation et est la co-autrice d'une ressource en ligne destinée aux professeurs de collège produite par le ministère catalan de l'Éducation pour encourager l'orientation professionnelle non sexiste.

Elle a également travaillé sur d'autres ressources pédagogiques de sensibilisation à l'orientation professionnelle promues par le ministère catalan du Travail et le ministère catalan de l'Éducation. Elle est actuellement directrice du programme Femmes de la Ville de Barcelone.



Tereza Tylova

Assistante sociale et travailleuse de rue depuis 3 ans au sein de l'asbl Espace P. Cette année finalise le Master en Sociologie à ULB. Le public principal que je cible sur le terrain est le public des femmes d'origine africaine actives dans la prostitution dans la région Bruxelloise (prostitution dans les vitrines, de rue, dans les cafés) ainsi que celui des filles de l'Est sur le territoire de Bruxelles.

L'a.s.b.l. P.S.P. (Prévention Sida Prostitution, Espace P) a été créée en 1988. Notre approche est non directive, c'est-à-dire qu'elle respecte sans jugement moral les choix de vie des personnes.

Nous aidons les personnes prostituées qui veulent quitter le milieu de la prostitution (= projet d'insertion sociale et professionnelle) mais nous soutenons également celles qui souhaitent y rester, afin qu'elles défendent leurs droits (objectif de lutte contre l'exploitation, les violences, les discriminations, etc... = projet émancipation).



Camara Fatimata Traoré

Camara Fatimata Traoré a dirigé le Service Insertion professionnelle du Département Promotion de l'emploi de 1996 à 2008. Elle a également été conseillère à l'emploi et est, depuis mai 2008, la directrice régionale de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) du District de Bamako.

Née à Bamako, Camara Fatimata Traoré est diplômée de l'École nationale d'administration (ENA). Elle s'est spécialisée dans le domaine de l'administration du travail en 1992 au CRADAT (Centre régional africain d'administration du travail) et a une bonne maîtrise des outils informatiques.

Déployant une intense activité politique, elle est conseillère depuis 1997. Membre du Réseau international Femmes de Metropolis, elle dirige l'antenne de Bamako depuis 2007.



Martha Lucía Mícher Camarena

Mère, épouse, femme au foyer, féministe et éducatrice populaire, Martha est licenciée en pédagogie et est titulaire d'un diplôme supérieur en éducation pour la paix et les droits de l'homme. Elle a fait partie de la délégation officielle à la IV^e Conférence mondiale de la femme à Pékin (Chine). Elle est fondatrice du Centre de recherche, développement et éducation de la femme, fondatrice du mouvement Millénaire féministe et fondatrice et directrice du Centre Sœurs Mirabal pour les droits de l'homme. Elle a fait partie des onze femmes mexicaines présentées dans le cadre du projet « 1 000 femmes pour la paix » pour le Prix Nobel de la paix 2005.



Cathérine Zouzoua

Elle a servi en tant que commerciale dans la société de bois YTEB jusqu'au début des années 90 .Elle a ensuite travaillé en tant que professeur d 'anglais de français et interprète en COTE D'IVOIRE au début des années 90 avec les réfugiés libériens à DANANE ; Avant de venir a ABIDJAN ou elle enseigné au COLLEGE ITES et COLLÈGE DE FRANCE pendant quelques années .Elle a ensuite créé son propre établissement scolaire privé au début des années 2000.Lancée dans la politique ,elle a été élue conseillère du DISTRICT D'ABIDJAN ou elle occupe le poste de première rapporteur de la commission affaire domaniale et foncière .

Nommée présidente du RESEAU INTERNATIONAL FEMMES DE METROPOLIS début 2013, elle a été élue vice-présidente dudit réseau en AFRIQUE DU SUD dans la même année. Forte de son expérience, elle a initié plusieurs projets de groupe de femmes dont le plus récent est l'usine de fabrication d'attiéké à SONGON. IVOIRIENNE de naissance, madame ZOUZOUA a un certificat commercial obtenu à l'école de MANAGEMENT DE SECRETARIAT et de MARKETING au LIBERIA ainsi qu'un certificat pédagogique obtenu en COTE D'IVOIRE .ELLE a ensuite obtenu différentes distinctions au cours de différents séminaires qu'elle a suivi en tant que conseillère au DISTRICT D'ABIDJAN.



Patricia Gabancho

Née à Buenos Aires, elle habite à Barcelone depuis qu'elle avait 22 ans. Elle est journaliste et écrivain. Elle a concentré sa carrière littéraire en la réalité catalane: culture, urbanisme, immigration et analyse politique. Elle a publié une vingtaine de livres. Elle écrit pour les journaux "Ara", "El País" et "Nació Digital", participe aux principaux débats sur la télévision et développe des tâches de diffusion culturelle.

10.2. Clipping de presse

metropolis ●

Des femmes et des filles esclaves vivent dans votre ville. Cherchons ensemble une solution !

19/05/2014



Nos villes hébergent des femmes qui n'y vivent pas de leur propre volonté : elles y sont car elles ont été trompées ou forcées par quelqu'un ou par les circonstances. La plupart d'entre elles sont traitées comme un objet d'exploitation sexuelle.

L'esclavage du XXI^e siècle

Toutes les 30 secondes, quelque part dans le monde, un nouvel enfant, une nouvelle femme, un nouvel homme est victime du trafic de personnes. La traite des femmes est l'esclavage du XXI^e siècle.

Malheureusement, trop peu de cas sont portés à la connaissance des autorités pour que l'on puisse savoir avec exactitude combien de personnes sont sous l'emprise de gens qui les astreignent au travail forcé et même, souvent, les obligent à se prostituer.

Une atteinte aux droits humains

À la liberté, à la dignité, à la sécurité, à la santé physique et psychique des personnes... Cette pratique suppose pour ses victimes la privation complète de leurs droits humains.

Un commerce très lucratif

On estime qu'à l'échelle mondiale la traite des êtres humains génère plus de 32 milliards de dollars par an, c'est-à-dire autant que le trafic de drogue et le trafic d'armes.

Les manifestations d'envergure mondiale constituent un pôle d'attraction pour les réseaux qui se livrent au trafic d'êtres humains.

Le [Réseau international Femmes de Metropolis](#) organise le colloque « La sécurité et la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d'esclavage et leur impact au niveau local ». Y assister vous permettra de connaître les obstacles que rencontrent les autorités locales de votre ville et d'autres villes ailleurs dans le monde dans leur lutte contre le trafic d'êtres humains. **Trouvons et partageons des solutions pour éliminer cette pratique dans notre ville.**

Quand ? Le vendredi 13 juin 2014, de 9 h 15 à 14 h 30.
Où ? À l'Espai Francesca Bonnemaison. C/ St. Pere Més Baix, 7, Barcelone.
À l'intention de qui est-il organisé ? Des élus, des experts et des consultants en politiques de genre, d'égalité et de droits humains, des professionnels de la santé publique et de la justice pénale, des membres des forces de l'ordre, des sociologues, des étudiants...
Combien cela coûte-t-il? Le colloque est gratuit.

Consultez le programme et inscrivez-vous [ici](#)

Nous vous attendons !

Fuente: <http://www.metropolis.org/fr/actualite/des-femmes-et-des-filles-escla>



Servei de Premsa

Convocatòries de premsa

[Francina Vila presideix la jornada "La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavitud i al seva repercussió a nivell local"](#)

Francina Vila, regidora de Dona i Drets Civils, i presidenta de la Xarxa Internacional de Dones de Metròpolis, presidirà demà, divendres 13 de juny a les 9:30 hores, la jornada La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavitud i al seva repercussió a nivell local", que tindran lloc a l'Espai Francesca Bonnemaison, c/ Sant Pere més Baix, 7.

Aquestes jornades estan organitzades per la Xarxa Internacional Dones de Metròpolis i l'Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona. L'objectiu és contextualitzar i debatre amb participants d'ONU Dones, entre altres, el tema del tràfic de dones i nenes a nivell internacional i nacional i compartir experiències que posin el

focus sobre mesures per prevenir l'esmentat tràfic i protegir les víctimes que sofreixen aquesta situació.

Les nostres ciutats allotgen algunes dones que no viuen allà de forma voluntària: han arribat enganyades o forçades per algú o per alguna circumstància no desitjada. La majoria d'elles es dedica a la prostitució.

El tràfic de dones és considerat l'esclavitud del segle XXI per ser una forma de violència contra les dones i nenes, tractades en molts casos com un objecte d'explotació sexual, i un atemptat als drets humans: a la llibertat, a la dignitat, a la seguretat, a la salut, etc. Aquesta pràctica, sovint comesa en el marc de la delinqüència organitzada, té lloc a nombrosos escenaris a escala internacional ja que afecta els països d'origen, de trànsit i de destí. Són igualment múltiples els actors implicats dau que no només afecta a la víctima sinó que també es veuen involucrats les xarxes internacionals, els mitjancers, les famílies, les autoritats de migració i cossos de seguretat, plataformes socials, etc. Els pocs casos que arriben a coneixement de les autoritats fan difícil el mesurament d'aquest tipus de pràctiques a tot el món.

Encara que sempre amb l'interès de protegir els drets humans d'aquestes dones i nenes, són diferents les maneres d'abordar i treballar per prevenir i combatre eficaçment el tràfic així com protegir les víctimes que la pateixen. En aquest sentit i per tractar-se d'un problema que afecta a nivell mundial i a actors molt diversos, és necessari reflexionar i treballar conjuntament.

A les jornades participarà Mireia Solsona, Diputada adjunta d'Igualtat y Ciutadania, Diputació de Barcelona; Montserrat Gatell, Presidenta d'Institut Català de les Dones; Alain Le Saux, Secretari General de Metropolis; Ragnhild Johansen, Investigadora, Global Report on Trafficking in Persons Unit, ONU Drugs and Crime.

A les 10:30 hores tindrà lloc la Taula Debat "Quins són els esculls de les actuacions locals en matèria de lluita contra el tràfic i de protecció de les víctimes d'explotació sexual?", on participaran Ana Falú, Coordinadora del Gender HUB, ONU-Habitat; Xavier Cortés, Cap de la Unitat Central de Tràfic d'Éssers Humans, Mossos d'Esquadra; Ricardo Salas, Intendent de la Unitat Territorial de Ciutat Vella, Guardia Urbana de Barcelona; Sandra Camacho, responsable àrea Jurídica, SICAR; Mark Mineo, Cònsol de d'Assumptes Polítics i Administratius, Consolat dels Estats Units a Barcelona. La taula estarà moderada per la periodista Patricia Gabancho

A les 12:30 hores es portarà a terme la segona Taula Debat: "Quines experiències s'estan portant a terme des de l'àmbit local per abordar el fenomen?", amb la participació d'Adriana Ribas, coordinadora de Amnistia Internacional Catalunya; Bàrbara Melenchón, Directora del Programa de Dona del Ajuntament de Barcelona. Agència ABITS; Lucía Mícher Camarena, Presidenta de la Comissió d'Igualtat i Gènere a Mèxic; Tereza Tylova, Espace P, Bèlgica; Camara Fatimata TRAORE, Govern del Districte de Bamako (Mali). Representant de l'antena de Bamako de la Xarxa Internacional de Dones de Metropolis.

La conclusió de les jornades anirà càrrec de Cathérine Zouzoua (Abidjan), vicepresidenta de la Xarxa Internacional Dones de Metropolis

Fuente: <http://premsa.bcn.cat/2014/06/12/francina-vila-presideix-la-jornada-la-seguretat-i-la-proteccio-de-les-victimes-dexplotacio-sexual-noves-formes-desclavitud-i-al-seva-repercussio-a-nivell-local/>



Metropolis woman

Amb la finalitat de contextualitzar i debatre amb participants d'ONU DONES, entre d'altres persones convidades, el tema del tràfic de dones i de nenes a nivell internacional i nacional, global i local, i compartir experiències que posin el focus d'atenció en les mesures per prevenir aquest tràfic i protegir les víctimes que pateixen aquesta situació, la [Xarxa Internacional Dones de Metropolis](#) i l'Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona i la Generalitat de Catalunya, organitza la jornada "La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavatge i el seu impacte a nivell local".

Divendres 13 de juny de 2014

Espai Francesca Bonnemaison

c/ Sant Pere més Baix, 7

09.30 h a 14.30 h

Fuente: <http://www.diba.cat/en/web/aic/llicitabutlletins/-/butlletidigital/IGUALTAT++/125>



"Seguridad y protección de las víctimas de Explotación sexual"

Una jornada organizada por organizada por la Red Internacional Mujeres de Metropolis
violencia | 07/06/2014

Redacción.-El viernes 13 de junio tendrá lugar la Jornada '*La seguridad y protección de las víctimas de Explotación sexual . Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local*', organizada por la Red Internacional Mujeres de Metropolis.

En nuestras ciudades hay algunas mujeres que no viven de manera voluntaria: han llegado engañadas o forzadas por alguna persona o por alguna circunstancia no deseada. La mayor parte de ellas se dedica a la prostitución. El tráfico de mujeres con fines de explotación sexual es considerado la esclavitud del siglo XXI por ser una forma de violencia contra mujeres y niñas, tratadas en muchos casos como un objeto de explotación sexual, y un atentado a los derechos humanos: a la libertad, a la dignidad, a la seguridad, a la salud, etc.

Esta jornada se dirige a autoridades, personal técnico y consultor en políticas de género, igualdad y derechos humanos, profesionales en el ámbito de la salud pública y la justicia penal, personas integrantes de cuerpos de seguridad, estudiantes y ciudadanía en general.

Lugar: Espai Francesca Bonnemaison. c / Sant Pere Més Baix, 7. Barcelona

Día y horario: 13 de junio de 2014, de de 9.15 a 14.30 horas

Más información:

womennetwork.metropolis.org/es/evento/barcelona-2014

Fuente: <http://www.donesdigital.cat/noticia/944/seguridad-y-proteccion-de-las-victimas-de-explotacion-sexual/>



FEDERACIÓ DE MUNICIPIS DE CATALUNYA

La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavatge i la seva repercusió a nivell local

Amb la finalitat de contextualitzar i debatre amb representants d'ONU DONES, UNICEF, UN HABITAT, AMNISTIA, entre d'altres, la Xarxa Internacional Dones de Metropolis, juntament amb l'Ajuntament de Barcelona i el suport de Diputació de Barcelona, Generalitat de Catalunya i Àrea Metropolitana de Barcelona organitza aquesta jornada.

Fuente: http://www.fmc.cat/AGENDA/default.cfm/SDATA_INI/13-06-2014/SDATA_FI/13-06-2014/my_MONTH/06/my_YEAR/2014/ID/34713/T/la-seguretat-proteccio-victimes-explotacio-sexual-noves-formes-esclavatge-repercusio-nivell-local.htm



Jornada sobre el tráfico de mujeres y niñas

El tráfico de personas con finalidad de explotación sexual es una grave problemática compleja y global, pero que también debe abordarse desde una perspectiva más local y metropolitana. Ese es el objetivo de la jornada **“La seguridad y la Protección de las Víctimas de Explotación Sexual. Nuevas Formas de Esclavitud y su Repercusión a Nivel Local”**, que será el próximo viernes 13 de junio y está coorganizada por la [Red Internacional Mujeres de Metropolis](#) y el Ayuntamiento de Barcelona.

En el siglo XXI la trata de mujeres y niños es una extendida forma de esclavitud y por lo tanto un atentado a derechos humanos tan esenciales como la libertad y la salud. Hay numerosos factores implicados en el tráfico y este afecta tanto a los países de origen de las víctimas como a los de tránsito y de destino.

La jornada quiere poner el foco sobre las medidas para prevenir la trata y proteger a las mujeres y niñas que sufren esa situación de esclavitud. En los debates y conferencias participarán, entre otros, Ragnhild Johansen, investigadora en la ONU, Mark Mineo, Cónsul norteamericano de Asuntos Políticos y Administrativos o Xavier Cortés, Jefe de la Unidad Central de Tráfico de Seres Humanos, Mossos d'Esquadra.

Los actos tendrán lugar en el Espacio Francesca Bonnemaison de Barcelona (C/ Sant Pere més Baix nº7) de 9:15 a 14:13 y puedes consultar todo el programa [aquí](#). Es necesaria la previa inscripción a través de [este](#) formulario.

Fuente: <http://abd-ong.org/mujeres/jornada-sobre-el-trafico-de-mujeres-y-ninas/>



13-VI-2014: Jornada "La seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local"

El próximo día 13 de junio de 2014 de 9:30h a 14:30h tendrá lugar la Jornada "**La seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local**". El acto organizado por la [Red Internacional Mujeres de Metropolis](#) junto con la Consejería de la Mujer y Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona se celebrará en el Espacio Francesca Bonmaison (C/Sant Pere Més Baix 7, Barcelona).

Encontraréis mayor información sobre la jornada en la web: <http://womennetwork.metropolis.org/es/evento/barcelona-2014>

Fuente: <https://www.iiedg.org/noticias/13-vi-2014-jornada-la-seguridad-y-proteccion-de-las-victimas-de-explotacion-sexual.-nuevas-formas-de-esclavitud-y-su-repercusion-a-nivel-local>

InterCom

Jornada

La seguretat i protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavatge i el seu impacte a nivell local

Una proposta de Xarxa Internacional Dones de Metropolis

DESCRIPCIÓ

A qui va dirigit? Autoritats, tècnics i consultors en polítiques de gènere, igualtat i drets humans, professionals en l'àmbit de la salut pública i la justícia penal, persones integrants de cossos de seguretat, sociòlegs, estudiants...

Quin preu té? Acte gratuït.

Trobareu informació més extensa sobre la jornada al nostre **web**

Hi esteu convidades i convidats! Només cal que us inscriviu a l'enllaç esmentat.

Dia: 13 de juny de 2014

Hora: 09:30:00 h.

Lloc: Espai Francesca Bonnemaison | C. Sant Pere Més Baix, 7

Població: Barcelona

ENLLAÇOS RELACIONATS

- ▶ www.womennetwork.metropolis.org
- ▶ [Més informació de la jornada](#)

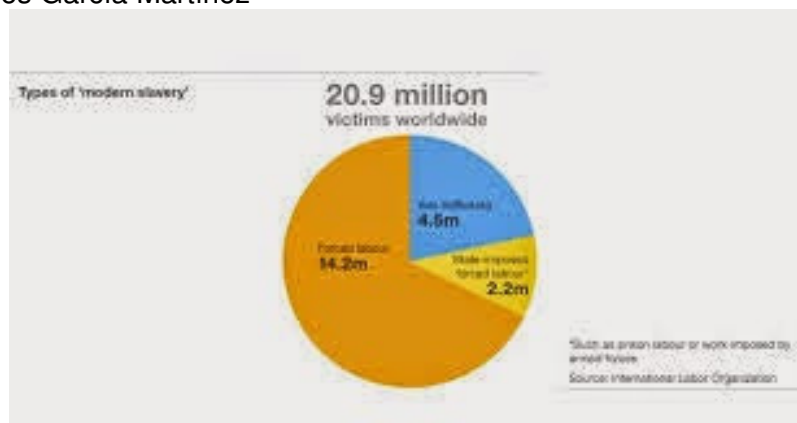
Fuente: <http://www.confederacio.org/intercom/activitat/show/id/2021>

Esguard de Dona

Revista Digital

Barcelona: Jornada "La seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local"

12:43 Dolores García Martínez



El próximo día 13 de junio tendrá lugar en Barcelona esta jornada organizada por Metropolis - Mujeres con la colaboración de Ajuntament de Barcelona, Diputació de Barcelona, Àrea Metropolitana de Barcelona i Institut Català de les Dones.

Se centrará en las modernas formas de esclavitud, como son el tráfico para la explotación sexual, trabajos forzados, etc. que afectan actualmente casi 21.000.000 de personas en el mundo.

El acto es gratuito pero se requiere inscripción. Las plazas son limitadas

[Mas información e inscripciones](#)

[Programa de la jornada:](#)

Fuente: <http://www.esguarddedona.cat/2014/06/barcelona-jornada-la-seguridad-y.html>

Programa d'Igualtat de Gènere Viladecans
5 de junio

Retweeted Montserrat Pallarès (@CidegMP):

8diesJornada Protecció víctimes #Explotació Sexual
#Trata13juny#Barcelona <http://t.co/ejfdAPBQED> @DonesdelPrat
@DonesViladecans @womenalia

Barcelona 2014 | Metropolis Women Network
bit.ly

Nuestras ciudades albergan a algunas mujeres que no viven allí de forma voluntaria: han llegado engañadas o forzadas por alguien o por alguna circunstancia no

Me gusta · Comentar · @DonesViladecans on Twitter · Compartir

Fuente: <https://es-es.facebook.com/pages/Programa-d'Igualtat-de-G%C3%A8nere-Viladecans/1386337144929192?ref=ts&fref=ts>

La violation des droits par l'exploitation sexuelle est au cœur des débats lors d'un colloque des Femmes de Metropolis

19/06/2014



Le **Réseau international Femmes de Metropolis** a organisé pour la deuxième fois un colloque axé sur la situation d'inégalité que connaissent les femmes. Ce colloque s'est déroulé le dernier vendredi, le 13 juin, avec le thème « La sécurité et la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d'esclavage et leur impact au niveau local ». L'événement a réuni un public de près de 200 personnes, parmi des représentants des membres de METROPOLIS - [Abidjan](#), [Aire Métropolitaine de Barcelone](#), [Amman](#), [Bamako](#) et [Bruxelles](#) – ainsi que des Nations Unies, de la société civile locale et des autorités des États-Unis.

Le colloque a bénéficié du soutien de la Ville de Barcelone, du Conseil provincial de Barcelone, de l'Aire métropolitaine de Barcelone et du gouvernement catalan, à travers l'Institut Català de les Dones. Le président de METROPOLIS, M. Jean-Paul Huchon, a envoyé un message de bienvenue et de soutien au début de la conférence.

Francina Vila, conseillère pour les femmes et les droits civils de la ville de Barcelone et présidente du Réseau international Femmes de Metropolis, a affirmé qu'« il est du devoir des administrations, des organisations, du mouvement associatif et aussi, plus que tout, des citoyennes et des citoyens de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour lutter contre ce que l'on appelle déjà l'esclavage du XXI^e siècle ». « Nous devons être

capables de lancer au sein de la population un débat sur la façon de faire face à la violation des droits fondamentaux des victimes d'exploitation sexuelle », a-t-elle ajouté.

L'objectif du colloque était de mettre en contexte la question de la traite des femmes et des filles aux niveaux international et national et d'en débattre avec des représentants des Nations unies et d'autres parties prenantes de différents pays agissant au niveau local. Il visait également à favoriser un échange d'expériences autour des mesures nécessaires pour prévenir ce trafic et protéger celles et ceux qui en sont victimes dans nos villes.

Exploitation sexuelle dans le monde

La plupart des victimes d'exploitation sexuelle sont des femmes et des filles ; cette activité criminelle est considérée comme étant la plus rentable après le trafic d'armes et le trafic de drogue.

Selon le Rapport mondial des Nations unies sur la traite des personnes, 55 000 personnes en ont été victimes en 2012. Mais ce chiffre ne témoigne sans doute que de la partie émergée de l'iceberg puisqu'il n'est fondé que sur les cas portés à la connaissance des autorités.

La question a donc pu être traitée à partir de différentes approches, aussi bien depuis une perspective mondiale que dans sa dimension locale, municipale ou métropolitaine. Cette diversité de points de vue a notamment permis de constater que, bien que « 90 % des cas d'exploitation sexuelle sont le fait de réseaux internationaux » (Xavier Cortès), « le trafic n'est pas forcément international, car les trafics internes à un pays sont loin d'être rares » (Mark Mineo).

Les grandes conclusions tirées des débats :

L'exploitation sexuelle est une expression de l'inégalité entre hommes et femmes et est liée à l'existence de structures de pouvoir inégalitaires, au détriment des femmes.

Il est essentiel de prévenir la violence sexuelle en accordant la plus grande attention aux situations d'extrême vulnérabilité des filles et des garçons dans différentes sociétés pour éviter qu'ils tombent entre les mains de réseaux criminels.

Il faut aborder le débat en se plaçant du point de vue de la victime, sans la criminaliser.

Davantage de moyens doivent être mis en œuvre pour repérer les victimes et leur venir en aide, tant au plan financier qu'au plan juridique.

L'accent a été mis sur la grande complexité de la lutte contre l'exploitation sexuelle lors de toutes les tables rondes. À cet égard, Ricardo Salas a déploré « la grande lenteur avec laquelle les institutions policières et judiciaires s'adaptent à l'immense capacité de mouvement et d'adaptation dont font preuve les réseaux criminels » et Adriana Ribas a insisté sur le fait que, puisqu'il s'agit d'un phénomène mondial, « il est urgent de créer une législation globale pour en finir avec l'hétérogénéité actuelle des concepts pris en compte ».

Une pause-café solidaire avait été organisée par l'ACIDH, une association œuvrant à l'amélioration de la qualité de vie des personnes à coefficient intellectuel limité moyennant une prise en charge totale.

À cette occasion, le Réseau international Femmes de Metropolis a pu offrir des repas aux quatre foyers d'accueil de l'ACIDH à Barcelone et à des bénéficiaires du projet « Soutien à l'autonomie à domicile », qui assure à des personnes à coefficient intellectuel limité un logement digne adapté à leurs besoins.

Fuente: <http://www.metropolis.org/fr/actualite/la-violation-des-droits-par-l->



La firme apuesta del Consistorio contra la explotación sexual

publicado el 13/06/2014 a las 21:41 h. - Redacció bcn.cat -



La concejala de Mujer y Derechos Civiles, Francina Vila, ha presidido la jornada "La seguridad y la protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local" (en catalán). Y ha recordado

metropolis ●
women·mujeres·femmes

Colloque "La sécurité et la protection des victimes d'exploitation sexuelle. Les nouvelles formes d'esclavage et leur impact au niveau local" » - 13/06/2014

que el Ayuntamiento “apuesta firmemente por la lucha contra la explotación sexual y la atención de las víctimas desde la cooperación en el ámbito metropolitano”.

Organizada por la Red Internacional Mujeres de Metròpolis y el Ayuntamiento, con el apoyo de la [Diputació de Barcelona](#), la jornada **ha contextualizado y debatido con participantes de ONU Mujeres, entre otros, el tema del tráfico de mujeres y niñas en los ámbitos internacional y nacional.**

También se han compartido experiencias que ponen el foco sobre **medidas para prevenir el mencionado tráfico y proteger a las víctimas que sufren esta situación.**

Durante la intervención, Vila ha explicado: “Queremos abrir el debate ciudadano sobre cómo **tenemos que hacer frente a las situaciones de vulneración de los derechos fundamentales** que sufren las mujeres víctimas de explotación sexual”.

La concejala ha destacado: “Nuestra responsabilidad como Administración, organización, entidad, pero sobre todo como ciudadanos y ciudadanas, es **poner todos nuestros esfuerzos y capacidades para luchar contra lo que ya se conoce como la esclavitud del siglo XXI**”.

Fuente:

http://w110.bcn.cat/portal/site/Ajuntament/menuitem.0af6dcf550d619e1f747f747a2ef8a0c/?id=58209&vgnnextoid=7ad6fde642e2f310VqnVCM1000001947900aRCRD&vgnnextchannel=7ad6fde642e2f310VqnVCM1000001947900aRCRD&lang=es_ES



[Francina Vila: “l’Ajuntament aposta fermament per la lluita contra l’exploració sexual”](#)
13/06/2014

La regidora de Dona i Drets Civils, Francina Vila, ha presidit aquest matí la jornada “La seguretat i la protecció de les víctimes d’exploració sexual. Noves formes d’esclavitud i al seva repercussió a nivell local”, organitzada per la Xarxa Internacional Dones de Metròpolis i l’Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona.

L’objectiu de les jornades ha estat contextualitzar i debatre amb participants d’ONU Dones, entre altres, el tema del tràfic de dones i nenes a nivell internacional i nacional i compartir experiències que posin el focus sobre mesures per prevenir l’esmentat tràfic i protegir les víctimes que sofreixen aquesta situació.

Durant la seva intervenció, Francina Vila ha explicat que “**volem obrir el debat ciutadà sobre com hem de fer front a les situacions de vulneració dels drets fonamentals que pateixen les dones víctimes d’exploració sexual**”. Vila ha destacat que “**la nostra responsabilitat com a administració, organització, entitat, però sobretot com a ciutadans i ciutadanes, és posar tots els nostres esforços i capacitats per lluitar contra el que ja es coneix com l’esclavitud del segle XXI**”.

La regidora també ha explicat que des de l'Ajuntament de Barcelona, i a través de l'Agència ABITS, es porten a terme polítiques i serveis adreçats a víctimes de tràfic d'éssers humans amb finalitat d'explotació sexual, oferint una atenció integral, on destaca la important tasca de detecció que realitza el Servei d'Atenció Socioeducativa (SAS), el servei de representació jurídica, o el projecte RAI d'intervenció per a la recuperació, apoderament i inserció laboral de les dones que han estat víctimes de tràfic d'éssers humans amb finalitat d'explotació sexual.

Així, durant l'any 2013, 4 dones van estar ateses pel servei de representació jurídica, i 2 dones van interposar denúncia amb l'acompanyament del SAS. Respecte el projecte RAI, durant l'any 2013 van participar 18 dones, es van realitzar 30 insercions formatives, i 6 dones van ser inserides en el mercat laboral amb 15 contractes.

Francina Vila ha recordat que totes aquestes polítiques es porten a terme **“des de la voluntat d'abordar el fenomen i d'atendre a les persones que estan en situació de vulnerabilitat d'una manera integral, global i coordinada amb altres organismes i institucions”**. **“L'Ajuntament de Barcelona”**, ha destacat la regidora **“aposta fermament per la lluita contra l'explotació sexual i l'atenció de les víctimes des de la cooperació en l'àmbit metropolità”**.

A les jornades també han participat Mireia Solsona, Diputada adjunta d'Igualtat y Ciutadania, Diputació de Barcelona; Montserrat Gatell, Presidenta d'Institut Català de les Dones; Alain Le Saux, Secretari General de Metropolis; Ragnhild Johansen, Investigadora, Global Report on Trafficking in Persons Unit, ONU Drugs and Crime.

A les dues taules de debat que s'han organitzat sota els temes Quins són els esculls de les actuacions locals en matèria de lluita contra el tràfic i de protecció de les víctimes d'explotació sexual”, i Quines experiències s'estan portant a terme des de l'àmbit local per abordar el fenomen?”, han participat entre d'altres: Ana Falú, Coordinadora del Gender HUB; Xavier Cortés, Cap de la Unitat Central de Tràfic d'Éssers Humans, Mossos d'Esquadra; Ricardo Salas, Intendent de la Unitat Territorial de Ciutat Vella, Guardia Urbana de Barcelona; Sandra Camacho, responsable àrea Jurídica, SICAR; Mark Mineo, Cònsol de d'Assumptes Polítics i Administratius, Consolat dels Estats Units a Barcelona; d'Adriana Ribas, coordinadora de Amnistia Internacional Catalunya; Bàrbara Melenchón, Directora del Programa de Dona del Ajuntament de Barcelona. Agència ABITS; i Camara Fatimata TRAORE, Govern del Districte de Bamako (Mali).

Fuente: <http://premsa.bcn.cat/2014/06/13/francina-vila-lajuntament-aposta-fermament-per-la-lluita-contra-l'explotacio-sexual/>



**Diputació
Barcelona**

6/06/2014 12:59 - [Marisa Díez](#)

Mesures per protegir les víctimes d'explotació sexual

La jornada "La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavatge i el seu impacte a nivell local" es va desenvolupar divendres amb un objectiu ben clar: **«posar en marxa mesures preventives i de protecció de les víctimes del tràfic en els nostres pobles i ciutats»**, en paraules de la diputada d'Educació, Igualtat i Ciutadania, Mireia Solsona, que va inaugurar l'acte.



Solsona va parlar de mesures concretes i diverses que han de permetre abordar **«una problemàtica immensa, com la que ens ocupa avui: les xifres amb què es treballa són brutals, vora 21 milions de víctimes»**. I va explicar que les propostes són múltiples i que **«van des de l'elaboració d'ordenances de caràcter local a l'elaboració de lleis que permetin abordar de forma integral un dels fenòmens que de forma més evident posa evidència la desigualtat entre dones i homes, i la desigualtat econòmica»**.

La diputada també va fer referència al fet que el tràfic, la prostitució i l'explotació sexual està íntimament relacionat amb la desigualtat que pateixen les dones i les nenes al món i amb la pobresa, i va destacar la dada que **«al nostre país el 98% de les dones que exerceixen la prostitució són immigrants»**.

Organitzada per la Xarxa Internacional Dones de Metròpolis i l'Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona i la Generalitat de Catalunya, la trobada va servir per contextualitzar i debatre amb participants d'ONU DONES, entre altres persones convidades, el tema del tràfic de dones i de nenes a nivell internacional i nacional, global i local, i compartir experiències que posin el focus d'atenció en les mesures per prevenir aquest tràfic i protegir les víctimes que pateixen aquesta situació.

Hi van participar, expertes acadèmiques, responsables polítiques i representants d'institucions que lluiten contra aquesta xacra a nivell internacional i nacional. I representants de municipis catalans van aportar la seva visió local. Com a representants institucionals van intervenir a la jornada Joaquim Forn, primer tinent

d'alcalde de l'Ajuntament de Barcelona; Antoni Balmon, vicepresident de l'Àrea Metropolitana de Barcelona; Montserrat Gatell, presidenta de l'Institut Català de les Dones de la Generalitat de Catalunya, Francina Vila, presidenta de la Xarxa Internacional de Dones de Metropolis i regidora de Dona i Drets Civils de l'ajuntament de Barcelona, i Alain Le Saux, secretari general de Metropolis.

Fuente: http://www.diba.cat/en/web/sala-de-premsa/nota-de-premsa-/journal_content/56_INSTANCE_0MoY/553295/23481010?refererPlid=390764



AIC intervé en una jornada sobre el tràfic de persones i les víctimes d'explotació sexual a Barcelona



Amb l'objectiu de contextualitzar i debatre amb participants d'ONU Dones, entre altres, el tema del **tràfic de dones i nenes** a nivell internacional i nacional i compartir experiències que posin el focus sobre mesures per prevenir aquest tràfic i protegir les víctimes que sofreixen aquesta situació, la Xarxa Internacional Dones de Metropolis i l'Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona, organitzen conjuntament la **Jornada "La seguretat i protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavitud i la seva repercussió a nivell local"** que tindrà lloc a **Barcelona**, a l'Espai Francesca Bonnemaison, el proper **divendres 13 de juny de 2014**.

La coordinadora d'Amnistia Internacional Catalunya, **Adriana Ribas**, participarà en la taula de debat II a partir de les 12.30h, que porta per títol: *"Quines experiències s'estan duent a terme des de l'àmbit local per abordar el fenomen?"*

Fuente: <http://www.amnistiacatalunya.org/paginas/agenda-i-activitats-a-catalunya/agenda-del-mes/esdeveniment-catalunya/articulo/aic-interve-en-una-jornada-sobre-el-trafic-de-persones-i-les-victimes-dexplotacio-sexual-a-barco/>



SICAR cat
13 de junio

Hoy nuestra abogada Sandra Camacho, participa en la Jornada "La seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud y su repercusión a nivel local" <http://womennetwork.metropolis.org/es/evento/barcelona...> Ver más



Fuente: <https://es-es.facebook.com/sicarcat>



Mesures per protegir les víctimes d'explotació sexual

lunes, 16 junio 2014, 12:59, por [Diputació de Barcelona](#)

...

La jornada "La seguretat i la protecció de les víctimes d'explotació sexual. Noves formes d'esclavatge i el seu impacte a nivell local" es va desenvolupar divendres amb un objectiu ben clar: **«posar en marxa mesures preventives i de protecció de les víctimes del tràfic en els nostres pobles i ciutats»**, en paraules de la diputada d'Educació, Igualtat i Ciutadania, Mireia Solsona, que va inaugurar la jornada.

Solsona va parlar de mesures concretes i diverses que han de permetre abordar **«una problemàtica immensa, com la que ens ocupa avui: les xifres amb què es treballa són brutals, vora 21 milions de víctimes»**. I va explicar que les propostes són múltiples i que **«van des de l'elaboració d'ordenances de caràcter local a l'elaboració de lleis que permetin abordar de forma integral un dels fenòmens que de forma més evident posa evidència la desigualtat entre dones i homes, i la desigualtat econòmica»**.

La diputada també va fer referència al fet que el tràfic, la prostitució i l'explotació sexual està íntimament relacionat amb la desigualtat que pateixen les dones i les nenes al món i amb la pobresa, i va destacar la dada que **«al nostre país el 98% de les dones que exerceixen la prostitució són immigrants»**.

Organitzada per la Xarxa Internacional Dones de Metropolis i l'Ajuntament de Barcelona, amb el suport de la Diputació de Barcelona i la Generalitat de Catalunya, la trobada va servir per contextualitzar i debatre amb participants d'ONU DONES, entre altres persones convidades, el tema del tràfic de dones i de nenes a nivell internacional i nacional, global i local, i compartir experiències que posin el focus d'atenció en les mesures per prevenir aquest tràfic i protegir les víctimes que pateixen aquesta situació.

Hi van participar, expertes acadèmiques, responsables polítiques i representants d'institucions que lluiten contra aquesta xacra a nivell internacional i nacional. I representants de municipis catalans van aportar la seva visió local. Com a representants institucionals van intervenir a la jornada Joaquim Forn, primer tinent d'alcalde de l'Ajuntament de Barcelona; Antoni Balmon, vicepresident de l'Àrea Metropolitana de Barcelona; Montserrat Gatell, presidenta de l'Institut Català de les Dones de la Generalitat de Catalunya, Francina Vila, presidenta de la Xarxa Internacional de Dones de Metropolis i regidora de Dona i Drets Civils de l'ajuntament de Barcelona, i Alain Le Saux, secretari general de Metropolis.

Fuente: <http://www.presspeople.com/nota/mesures-per-protegir-les-victimes-d>

ALGUNOS DE LOS TWEETS QUE CIRCULARON POR TWITTER EN RELACIÓN A LA JORNADA:





Montse Franch @montse56 · 13 juny

@metropolis_org Explotació sexual el "negoci" més rentable mundialment



Retweeted by METROPOLIS



Laia Virgili @LaiaVirgili · 13 juny

@metropolis_org amb les dones i per les dones #Bcn_contralatrata



Retweeted by METROPOLIS

Laia Virgili @LaiaVirgili · 13 juny

Amb @wwwsicarcat a jornada seguretat i protecció víctimes #explotaciósexual. Impacte nivell local @metropolis_org



← 3 2 ... View more photos and videos

Retweeted by METROPOLIS

USConsulateBarcelona @USConsulateBCN · 13 juny

Avui som a la Jornada sobre Seguretat i Protecció víctimes #explotaciósexual #trata organitzada per @metropolis_org i @barcelona_cat

← 4 2 ...

Retweeted by Mireia Zapata

Laia Virgili @LaiaVirgili · 13 juny

@metropolis_org @wwwsicarcat #RagnhildJohansen dades 2010 #UNODC víctimes: 58% #Explotaciosexual, 36%#Treballforçat #Bcn_Contralatrata

← 2 1 ...

Seguit per Núvol i 2 altres

caladona @caladona · 13 juny

Avui divendres rt @CidegMP: Demà Jornada Protecció víctimes #Explotació Sexual #Trata13juny#Barcelona bit.ly/1myO3PL

Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més

Retuitat per METROPOLIS

Montserrat Pallarès @CidegMP · 12 juny

Mañana Jornada Protecció víctimes #Explotació Sexual #Trata13juny#Barcelona bit.ly/1myO3PL @metropolis_org @julia_otero @gemmalienas

Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més

- Retweeted by METROPOLIS
-  **Diputació Barcelona** @DipuBcn · 12 juny
Demà a l'Espai Francesca Bonnemaison "La seguretat i protecció de les víctimes d'exploració sexual" @metropolis_org bit.ly/1myO3PL
-
-  **METROPOLIS** @metropolis_org · 11 juny
Ya te inscribiste a la sesión "Seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual"? Sólo 2 días! goo.gl/3hCA8E @uclg_org
Expandir Respon Retuitar Marcat com a preferit Més
-
-  **Fundació Acsar** @AcsarBarcelona · 11 juny
Mujeres y niñas esclavas viven en tu ciudad. ¡Busquemos juntos una solución! metropolis.org/es/noticias/mu...
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
- Preferit per METROPOLIS
-  **Montserrat Pallarès** @CidegMP · 9 juny
Pajaropolítico: Un triple'riesgo': ser mujer, indígena y #migrante. 4 historias de **mujeres** migrantes
animalpolitico.com/2014/06/suplic... @metropolis_org
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
- Retuitat per Montserrat Pallarès
-  **METROPOLIS** @metropolis_org · 3 juny
10 días para la sesión organizada por la Red Int. **Mujeres Metropolis** s/ protección de víctimas de explotación sexual! goo.gl/ssZTSo
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
-  **Rosa Cendón** @wwlariosacat · 2 juny
Jornada "La seguridad y protección de #víctimas explotación sexual. Nuevas formas #esclavitud y su repercusión a niv... womennetwork.metropolis.org/es/evento/barc...
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
-  **SICAR cat** @wwsicarcat · 2 juny
"La seguridad y protección de #víctimas explotación sexual. Nuevas formas #esclavitud y su repercusión a nivel local" womennetwork.metropolis.org/es/evento/barc...
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
- Seguit per Montserrat Pallarès
-  **Toni Serratosa** @adsangbcn · 7 juny
6diesx.Jornada Protecció víctimes #Explotació Sexual #Trata13juny#Barcelona
bit.ly/1myO3PL @sindicabcn @CidegMP @CGLores @caladona
Expandir Respon Retuitar Marca com a preferit Més
-
-  **feminsister** @feminsister · 3 juny
Jornada #trata: La seguridad y protección de las víctimas de explotación sexual. Nuevas formas de esclavitud...
womennetwork.metropolis.org/es/evento/barc...

10.3. Liste d'inscrits

Merci de trouver dans la liste ci-après, les personnes qui se sont inscrites et qui ont accepté de partager leurs données.

Prénom	Noms	Sexe	Profession	Organisation	Ville	Adresse email	Web	Oui, j'accepte de partager mes données
Celia	ABELLAN	Dona		Mossos d'Esquadra	Sabadell	itpg2168@gencat.cat		Sí
manal	alabdallat	Female	director	GAM	amman	manalalabdalat@yahoo.com	www.amman.jo	Yes
tamam	alagalen	Female	member council	GAM	AMMAN	tamamalagalen@gmail.com	www.amman.jo	Yes
Nadia	Alcantara Duran	Dona	Tècnica projecte	Fundació Surt	Barcelona	nadia.alcantara@surt.org	http://www.surt.org	Sí
Amanda	Alexanian	Dona	Tècnica de recerca	Fundació Surt	Barcelona	amanda.alexanian@surt.org	www.surt.org	Sí
Alba	Alfageme	Dona	Coordinadora de la Unitat de Suport a l'Atenció de Víctimes	Departament d'Interior	Barcelona	alba.alfageme@gencat.cat		Sí
rania	alkouz	Female	member council	GAM	AMMAN	Rania_alkouz70@yahoo.com	www.amman.jo	Yes
Rania	Al-kouz	Female	board council	Greater Amman Municipality	Amman	rania-alkouz70@yahoo.com	http://www.amman.jo	Yes
Almudena	Almagro Vargas	Dona	Regidora de Polítiques de Gènere	Ajuntament de Terrassa	Terrassa	almudena.almagro@terrassa.cat	www.terrassa.cat/dona	Sí
carla	alsina muro	Dona	sociòloga	programa carretera	calella	alsina.carla@gmail.com		Sí
Alberto	Altamirano	Home	Seccion politica	Consulado General	Barcelona	ortadoe@state.gov		Sí
Carla	Amat Garcia	Dona	Arquitecta	EUA	Barcelona	carla.amga@gmail.com	www.equalsaree.tumblr.es	Sí
m luisa	aparicio ullod	Dona	administrativa	Associació Equal Saree	Barcelona	mlaparicio@ccoo.cat	fsc-ajbarcelona.ccoo.cat	Sí
Montserrat	Arboix Llobell	Dona	Coordinadora	IMH Ajuntament	Barcelona	lopezvj@diba.cat		Sí
Paula	Aredez Arriazu	Dona	psicologa	Diputació de Barcelona	Barcelona	paula.aredes@gmail.com		Sí
Olga	Arisó Sinués	Dona	Agent d'Igualtat	ub	barcelona			Sí
Fatoumata	BA	Female	CONSEILLÈRE ELUE	Ajuntament de Barcelona	Barcelona	oariso@bcn.cat	bcn.cat/dones	Sí
MÒNICA	BADIA	Dona	COORDINADORA DE L'ÀREA D'ATENCIÓ A LES PERSONES	Conseil régional	DAKAR	aissatou2011@gmail.com		Yes
	CORTADA	Dona		DIPUTACIÓ DE BARCELONA	BARCELONA	ca.atencio.pers@diba.cat		Sí

TERESA Alessa	BALAGUE Bennaton	Dona Dona	COORDINADORA DE PROJECTES urbanisme	EL LLOC DE LA DONA CGLU	BARCELONA Barcelona	tbalague@llocdeladona.org a.bennaton@uclg.org	www.llocdeladona.org www.uclg.org www.sabadell.cat/dona	Sí Sí
MAYI Dolors	BEOBIDE Besa	Dona Dona	Tècnica d'Igualtat Assessora	Ajuntament Area Metropolitana	Sabadell Barcelona	mbeobide@ajsabadell.cat dbesa@gmail.com		Sí Sí
EMMA Maria Xavier	BLANCO ANGUERA Blasco Calderon Borrell Fusté	Dona Dona Dona Home	TINENTA D'ALCALDE Tècnic Social Operations Manager	AJUNTAMENT DE GAVA Cruz Roja Metropolis	GAVA Barcelona Barcelona	eblanco@gava.cat maria.blasco@creuroja.org xborrell@metropolis.org		Sí Sí Sí
Lia	Brum	Mujer	Responsable de proyectos	Asociación Mundial de las Grandes Metropolis	Barcelona	lbrum@metropolis.org	www.metropolis.org	SI
Dolors	Calvo CAÑADELL	Dona	Coordinadora de projectes	Fundació Apip-Acam Ajuntamnet de	Barcelona	fundacioapipacam@fundacioapipacam.org	www.fundacioapipacam.org	Sí
LAURA margarita	CASTELLÀ carbonell i paret	Dona Dona	Tècnica de suport empresaria	Barcelona GRUP CONGRESSOS Guàrdia Urbana.	barcelona BARCELONA	lcanadellc@bcn.cat mcarbonell@grupcongress.com	www.bcn.cat www.grupcongress.com	Sí Sí
Manuel ROSER	Casado Gómez CASANOVAS	Home Dona	Agent Guàrdia Urbana ARQUITECTA	Ajuntament de Barcelona COL-LECTIU PUNT 6	Barcelona BARCELONA	mcasadog@bcn.cat casanovasroser@gmail.com	www.bcn.cat	Sí Sí
Sònia	Casaus Casola	Dona	Tècnica de Prevenció de Ciutat Vella	Ajuntament de Barcelona	Barcelona	scasaus@gmail.com		Sí
Sílvia	Salvatella Castellote	Dona	Secretària Nacional de la Dona	JERC ajutnament de Sant	Barcelona Sant Feliu de	dona@jerc.cat	www.jerc.cat	Sí
Roser	Campamà CATHERINE	Dona	tècnica programa de la dona	Feliu de Llobregat	Llobregat	castellotecr@santfeliu.cat		Sí
ZOUZOUA	YABA	Female	CONSEILLERE DU DISTRICT	DISTRICT D'ABIDJAN	ABIDJAN	zouzouacatherine@hotmail.fr	www.districtabidjan.ci	Yes
INES	CLARES	Dona	EDUCADORA SOCIAL	EL LLOC DE LA DONA Facultat de Pedagogia -	BARCELONA	smari@llocdeladona.org	www.llocdeladona.org	Sí
Andrea olga	Colomer Cenzano conde gil	Dona Dona	Estudiant educadora social	Barcelona SAS - ABITS	Barcelona barcelona	zana_wm@hotmail.com oconddeg@bcn.cat		Sí Sí

LAIA	COSTA	Dona	ADVOCADA	EL LLOC DE LA DONA	BARCELONA	laiacostagay@gmail.com	www.llocdeladona.org	Sí
Estel	Crusellas Tura Dalmau	Dona	Coordinadora del CIRDA Coordinadora Regidoria	Ajuntament de Barcelona	Barcelona	ecrusellast@bcn.cat		Sí
Roser	Domingo	Dona	Benestar Social	Ajuntament	Montgat	dalmaudr@montgat.cat	montgat.cat	Sí
Lena	De Botton de Caralt	Dona	professora universitat	CREA- UB CIRD. Ajuntament de Barcelona	Barcelona	crea@ub.edu	http://creaub.info/cat/	Sí
Laura	Casanova	Dona	Tècnica d'Igualtat	DW Comunicació	Barcelona	ldecaraltc@bcn.cat		Sí
Dunia	De Windt	Female	Journalist -Entrepreneur	Plataforma Catalan de Suport al Lobby Europeu de Dones	Barcelona	dunia_dewindt@hotmail.com		Yes
Amor	del Alamo Margalef	Dona	Secretaria	ASSOCIACIÓ DE PLANIFICACIÓ FAMILIAR DE CATALUNYA I BALEARS	Barcelona	amordelalamo@gmail.com	plataformalobbydones.com	Sí
Pepa	del Pino Gutiérrez	Dona	Tècnica	districte de Sant andreu	Barcelona	administracio@apfcib.org	www.apfcib.org	Sí
susanna	descals roca	Dona	tecnic de dona	CONSEIL	Barcelona	sdescals@bcn.cat		Sí
DIARRA	DIADJI DIAFING	Male	PRESIDENT TECHNICIENNE SUPERIEURE	KOLOKANI		diadjidiarra@yahoo.fr		Yes
ROKIA	DIALLO	Female	DE LA SANTE	CSCOM	BAMAKO	rokiadial@yahoo.fr		Yes
MACKY	DIALLO	Male	GESTIONNAIRE	CODECIMA	BAMAKO	makydial@yahoo.fr		Yes
BAKARY	DIAWARA	Male	DIRECTEUR COMMERCIAL	CODECIMA	BAMAKO	bakidia@yahoo.fr		Yes
Conxita	Díaz Fernández	Dona	Administrativa	CIRD AJUNTAMENT DE BARCELONA	Barcelona	cdiazf@bcn.cat	www.bcn.cat/dona	Sí
PILAR	DIAZ LOPEZ	Dona	REGIDORA	Conseil régional de Dakar	BARCELONA	mdiazl@bcn.cat		Sí
Rahmatouca	DIEYE	Female	SECRETAIRE ELU	RESEAU DES FEMMES	DAKAR	rahsow@yahoo.fr		Yes
SOW	DJEKE	Female	ELUE	RESEAU DES FEMMES	KOLOKANI	fatimatacamarafr@yahoo.fr		Yes
MMEKONE/ TRAORE	DJENEBA	Female	ELUE	RESEAU DES FEMMES	BAMAKO	fatimatacamarafr@yahoo.fr		Yes
MME/ TOURE	Domínguez							
Débora	Lago	Dona	Estudiant	UB	Barcelona	debora.dominguez@hotmail.com		Sí
Joaquin								
Pedro	Donaire Mateos	Home	Tesorero	Aprosex	Barcelona	contabilidad@aprosex.org	aprosex.org	Sí

Eulalia	d'Ortado	Dona	Assessora Política	Consulat General dels EUA	Barcelona	ortadoe@state.gov		Sí
Marta	Egea Sanchez	Dona	Educadora Social	Actuavalles	Sabadell	martaa.es@hotmail.com		Sí
Andrea	Eguren Abascal	Dona	antropòloga i arteràpeta	Àmbit Dona	Barcelona	aeguren01@gmail.com		Sí
Djedjemel	eleme marcelline	Female	vice presidente metropolis còte d'ivoire	reseau internationale femme de metropols	abidjan	mdjedjemel@gmail.com		Yes
Esmeralda	Elizalde	Dona	Investigación sobre dinámicas de empoderamiento para Mujeres	Casa Iberoamericana de la Mujer	Barcelona	esmeraldaelizalde@gmail.com	en construcció	Sí
Maria Gracia	Escabia Ruiz	Dona	Cap oficina Pla Jove	Diputació	Barcelona	escabiarm@diba.cat	diba.cat	Sí
ASSUMPTA	GIBERT	Dona	REGIDORA	AJUNTAMENT DE BARCELONA	BARCELONA	aescarp@bcn.cat		Sí
M. Cinta	Espunya Domingo	Dona	Advocada	Dones Juristes Ajuntament de Barcelona	Barcelona	marintaespany@gmail.com		Sí
Cristina	Espunya	Dona	tècnica ESTUDIANT	CLINIC	Barcelona	cespunnyaf@bcn.cat		Sí
GEMMA	ESTEVE	Dona	DRET/PSICOLOGIA	Diputació de Barcelona	bcn	gesteveg@telefonica.net		Sí
Carme	Expósito Molina	Dona	Tècnica Polítiques Socials	Diputació de Barcelona	Barcelona	expositomm@diba.cat	www.diba.cat	Sí
Ana	Fabregas	Dona	Coordinadora	Genera	barcelona	ana@genera.org.es		Sí
TRAORE/ CAMARA	Martinez	Female	ELUE/LOCALE	RESEAU DES FEMMES	BAMAKO	fatimatacamarafr@yahoo.fr		Yes
Eugenia	Fernandez	Dona	tec. suport Ajuntament	Ajuntament Barcelona	Barcelona	efernandeze@bcn.cat		Sí
Fuensanta	FERNANDEZ	Dona	REGIDORA GENT GRAN	AJUNTAMENT	SANT JOAN	fuensanta fg@sjdespi.net		Sí
Mercè	GARCÍA	Dona	REGIDORA DONES I POLITIQUES D'IGUALTAT	Programa de Dona de l'Ajuntament de Barcelona	DESPI	fuensanta fg@sjdespi.net		Sí
CONXITA	Fernàndez	Dona	ASSESSORA GRUP	AJUNTAMENT DE	Barcelona	mfernandezgesali@bcn.cat		Sí
MARI	Gesalí	Dona	MUNICIPAL SOCIALISTA	SANT FELIU DE	SANT FELIU DE	fernandezgc@santfeliu.cat		Sí
CARMEN	FERNANDEZ	Dona		LLOBREGAT	LLOBREGAT	fernandezgc@santfeliu.cat		Sí
Montserrat	GONZALEZ	Dona		AJUNTAMENT DE	BARCELONA	mfernandezg@bcn.cat		Sí
Montse	GONZALEZ	Dona		BARCELONA	BARCELONA	fundacioapipacam@fundacioapipacam.org	www.fundacioapipacam.org	Sí
	Font Sanmiguel	Dona	Directora	Fundació Apip-Acam	Barcelona	cam.org		Sí
	Franch Aceña	Dona	DIRECTORA	FUNDACION INTRESS	Barcelona	montsefranch@gmail.com		Sí

Vanessa	Gaibar Constansó	Dona	Tècnica Regidoria Polítiques Gènere	Ajuntament de Terrassa	Terrassa	vanessa.gaibar@terrassa.cat	www.terrassa.cat/dona	Sí
Eva	Gajardo	Dona	Secretaria Nacional	UGT de Catalunya	Barcelona	igualtat@catalunya.ugt.org	www.ugt.cat	Sí
Estel	Gàllego Monfort	Dona	Educadora Social assessora Relacions Internacionals	SAS-ABITS Ajuntament de Barcelona	Barcelona	egallegom@bcn.cat		Sí
Montse	Garcia	Dona	Psicòloga	Surt	Barcelona	mgarciacal@bcn.cat		Sí
Florencia	García	Dona		Coordinadora Anem per Feina	Cardedeu	florenciagarcia@copc.cat	www.anemperfeina.org	Sí
M Belen	García Antolín	Dona	Inserció Laboral Educador social y Psicopedagogo	Universidad de Barcelona	Barcelona	anemperfeina@pange.org		Sí
Pedro	García Crisolino GARCIA	Home			Barcelona	pgarciacrisolino@gmail.com		Sí
BEATRIZ	FERNANDEZ	Dona	PSICOSOCIAL	CRUZ ROJA	BARCELONA	mljustas@gmail.com	www.cruzroja.es web personal: www.esguarddedona.cat	Sí
Dolores	García Martínez	Dona	Graduat en Dret	Sectorial Igualtat CDC	Sant Jaume dels Domenys	dogamart@gmail.com	www.esguarddedona.cat	Sí
Alba	Garcia Sanchez	Dona	Secretaria de la Dona	CCOO Catalunya Associació Amputats	Barcelona	albagarcia@ccoo.cat	www.ccoo.cat www.amputats- santjordi.org	Sí
Mireia	Garrido	Dona	Treballadora Social	Sant Jordi Ajuntament de Barcelona	Barcelona	educatiu@amputats-santjordi.org		Sí
Maria	Gas de Cid	Dona	Directora d'Equitat Social i Salut	AJUNTAMENT BARCELONA	Barcelona	mgas@bcn.cat	www.bcn.cat	Sí
VERONICA	GIMENEZ FOS	Dona	TECNICA AGENCIA ABITS	BARCELONA	BARCELONA	vgimenez@bcn.cat	www.bcn.cat/dona	Sí
Carme	Gisbert i Otxoa GOMEZ	Dona	Psicòloga	Educació	Teià MONTORNÈS	cgisbertotxoaa@gmail.com		Sí
JOSEFINA	ANORO	Dona	AGENT D'IGUALTAT	AJUNTAMENT	DEL VALLÈS	igualtat@montornes.cat		Sí
Dolores	Gomez Mena	Dona	Igualtat	UJP-UGT	Barcelona	dgomezmena@catalunya.ugt.org		Sí
JULIA	GOULA MEJON	Dona	ARQUITECTA	EQUAL SAREE Federació de Municipis de Catalunya	BARCELONA	juliagoula@hotmail.com		Sí
Marta	Gris Martinez	Dona	Coordinadora Tècnica Directora 'Area Benestar i Ciutadania	Ajuntament de Sant Boi Llobregat	Barcelona Sant Boi de Llobregat	m.gris@fmc.cat	www.fmc.cat	Sí
Sónia	Guerra López	Dona		Universidad de Barcelona	Barcelona	sguerra@santboi.cat	www.santboi.cat	Sí
dora	hernandez	Dona	psicologa Assessora Grup Municipal ICV- EUiA	Ajuntament de Barcelona	Barcelona	xochitlhdz@hotmail.com		Sí
Laia	Herrera Pujol	Dona			Barcelona	lherrera@bcn.cat		Sí

Isabel juliet iguehi	Herrera Serrano ikhide	Dona Dona	Vocal mediadora/traductora Cap de Servei Drets Civils i Ciutadania	Acció contra la Violència Domèstica abd	Barcelona barcelona	acciocvd@gmail.com julietiguehi@gmail.com	http://www.noubarris.net/acciocvd	Sí Sí
OLGA	JIMENEZ JIMÉNEZ	Dona	REGIDORIA DE POLÍTQUES D'IGUALTAT	Ajuntament	Sabadell MONTORNÈS DEL VALLÈS	ojimenez@ajsabadell.cat jimenezfmt@montornes.cat	www.sabadell.cat/drets_civils http://www.montornes.cat/	Sí Sí
M ^a TERESA Marta	FERNÁNDEZ Jimenez Navarro	Dona Dona	PSICÒLOGA	AJUNTAMENT FUNDACIO SURT	BARCELONA	martajn80@hotmail.com		Sí Sí
Encarna Helene	Jordan Pastor Jourdan	Dona Female	Pedagoga Project Manager	SICAR cat Metropolis CNDE-CONSELL NACIONAL DONES D'ESPANYA UNIVERSITAT DE BARCELONA	Barcelona Barcelona	sicar@adoratrius.cat hjourdan@metropolis.org	http://sicar.adoratrius.cat www.metropolis.org	Sí Yes
ANNA MARIA	JUANPERE SALVAT	Dona	SECRETARIA GRAL	BARCELONA	BARCELONA	anna@miquelgalmes.cat		Sí
BEATRIZ	JUEZ PASCUAL	Dona	PSICÒLEG	BARCELONA	BARCELONA	BEJP68@GMAIL.COM		Sí
ELENA Paraskevi	JULIÀ SÁNCHEZ Kafka	Dona Mujer	ginecòloga, tècnica de salut Secretaria general metropolis	Ajuntament del Prat de Llobregat Asociación Metropolis Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la Famille(ONEF) Ajuntament de La Jonquera Asociación Amputats SANT Jordi	Prat de Llobregat Barcelona	julia@elprat.cat paraskevika@gmail.com		Sí SI
Gogoua	Kouly Rachel	Female	Presidente du Conseil d'Administration	Ajuntament de La Jonquera	Abidjan	koulyrachel1@yahoo.fr	www.onef-riof.org	Yes
Míriam	Lanero Carrillo	Dona	Regidora Benestar Social	Asociación Amputats SANT Jordi	La Jonquera Barcelona	mlanero@lajonquera.cat Carloslazaros@amputats-santjordi.org	www.lajonquera.cat Amputats-santjordi.org	Sí Sí
Carlos Anna Guadalupe Tadeo Anna	Lázaro Lliuró Serra LUCAS MARTÍN Luna Madrid Egea	Home Dona Dona Home Dona	Vicepresidente Consellera municipal ESTUDIANT SOCIOLOGIA Criminólogo Tècnica de Joventut	Districte de Ciutat Vella UB UPF Diputació de Barcelona	Barcelona BARCELONA Barcelona Barcelona	alliuos@bcn.cat GLM.LUCAS@YAHOO.ES elcorreodetadeo@gmail.com madridea@diba.cat		Sí Sí Sí Sí Sí
SARA MME DIARISSO/C OULIBALI	MARI MARIAM	Dona Female	EDUCADORA SOCIAL ELUE	EL LLOC DE LA DONA RESEAU DES FEMMES	BARCELONA DJIDJENI	iclares@llocdeladona.org fatimatacamarafr@yahoo.fr	www.llocdeladona.org	Sí Yes

mamen rosaura Sara	martí soriano martin garcia Martínez	Dona Dona Dona	infermera responsable de comunicació Estudiant	Agència de Salut Pública diputació de barcelona Cap	BCN barcelona Barcelona	mamen.marti@gencat.cat martingr@diba.cat martinezsaralopez@gmail.com	canalsalut@gencat.cat www.diba.cat/web/aic	Sí Sí Sí
Laia Verònica	Martínez Miller Martínez Paris	Dona Dona	Tècnica de projectes AIO	Metges del Món DonesenXarxa Associació de Professionals Agents Igualtat Catalunya	Barcelona Barcelona	laia.martinez@medicosdelmundo.org veronicamartinezparis@gmail.com	http://www.metgesdelmon.org	Sí Sí
Marta	Mas Perulles	Dona	Agent Igualtat	Fundació Apip-Acam	Barcelona	marta@aio.cat fundacioapipacam@fundacioapipacam.org	www.aio.cat www.fundacioapipacam.org	Sí Sí
Natàlia Bàrbara	Massé Melenchón Serrano MEMEL MARCELLINE EPSE	Dona Dona	Responsable projecte Directora	Direcció de Dona	Barcelona	bmelenchons@bcn.cat	bcn.cat/dona	Sí
DJEDJEMEL Raquel Elisabeth	DIAWARA MERCÈ Merida	Female Dona Dona	CONSEILLERE DU DISTRICT Trabajadora del sexo	DISTRICT D'ABIDJAN Mossos d'Esquadra Grup de Dones Raval	ABIDJAN Sabadell Barcelona	zouzouacatherine@hotmail.fr itpg2168@gencat.cat ejanet15@gmail.com	www.districtabidjan.ci	Yes Sí Sí
Ma Rosa Maitona Lídia	Micàs Estalayo Miranda Monera molano mañas	Dona Dona Dona	Psicòloga Infermera jurista	Acció contra la Violència Domèstica ASPB antigona	Barcelona Barcelona barcelona	maromies@gmail.com mmiranda@bcn.cat lidia.molano88@gmail.com	http://www.noubarris.net/acciocvd	Sí Sí Sí
SONIA Constanza Georgina	MOLLON Moncayo Monge	Dona Dona Dona	EDUCADORA SOCIAL Agente de salud Comunitario Tècnica igualtat Periodista/ Responsable	EL LLOC DE LA DONA Drasanés ETIS Ajuntament Barcelona	BARCELONA Barcelona Barcelona	smollon@llocdeladona.org connymoncayo1@gmail.com gmongel@bcn.cat comunicacio@amputats-santjordi.org	www.llocdeladona.org	Sí Sí Sí
Cristina Nuria	Montes Alcaraz Montesinos García	Dona Dona	Comunicació ASJ Estudiant en pràctiques a la Oficina d'Atenció a la Víctima del Delicte	Amputats Sant Jordi Ciutat de la Justícia de Barcelona	Barcelona Barcelona	numontesinos@gmail.com	www.amputats-santjordi.org	Sí
Inmaculada Lluïsa	Moraleda i Pérez Moret Sabidó	Dona Dona	Regidora alcaldessa	Ajuntament de Barcelona Ajuntament de Sant Boi de Llobregat	Barcelona Sant Boi de Llobregat	imoraleda@bcn.cat lmoret@santboi.cat		Sí Sí

Laura Antoni	Muñoz Campanyà	Dona	Psicòloga/ Mediadora	Fundació Surt	Barcelona	laura.mcampanya@gmail.com		Sí
Marivi	Muñoz Ortiz	Home	Tècnic Cap de secció Programa Municipal per a la Dona	Administració pública Ajuntament de L'Hospitalet de Llobregat	Barcelona L'Hospitalet de Llobregat	amunozo@bcn.cat	www.l-h.cat/webs/pmdcaid http://www.fund-igenus.org/index.html	Sí
Nilde	Muraro Giraud	Dona	Antropòloga	Fundació Igenus Grup d' Acció Contra la Violència Domèstica	Barcelona	nildemugi@hotmail.com		Sí
ANNA maria jose	NAVARRETE ortiz sanchez	Dona Dona	PSICOLOGA tècnica assessora COORDINADORA XARXA INTERNACIONAL DONES DE METROPOLIS. DIRECTORA DE RELACIONS INSTITUCIONALS	ajuntament	Barcelona badalona	annanavar@yahoo.es ortizsm@diba.cat		Sí Sí
MONTSERRAT Carolina	PALLARÈS PARELLADA Pallàs	Mujer Dona	RESPONSABLE RECURSOS HUMANS	METROPOLIS Fundació SURT	BARCELONA Barcelona	mpallares@metropolis.org carolina.pallas@surt.org	www.metropolis.org	SI Sí
AMAIA	PERALTO	Dona	TREBALLADORA SOCIAL	FUNDACIÓ ÀMBIT PREVENCIÓ	BARCELONA	AMBITDONA7@FAMBITPREVENCIO.ORG	WWW.FAMBITPREVENCIO.ORG http://www.castelldefels.org	Sí
Vidal	Pérez Bahillo	Home	Tècnic d'Igualtat	Ajuntament de Castelldefels	Castelldefels	vidal.perez@castelldefels.org		Sí
Pilar	Pérez Gómez	Dona	Tècnica d'Igualtat de Gènere	Ajuntament de Sant Boi de Llobregat	Barcelona	pperez@santboi.cat	www.santboi.cat www.terassa.cat/dona	Sí
Natalia	Perona Vizcaíno	Dona	Cap Servei Polítics Gènere	Ajuntament de Terrassa Guàrdia Urbana.	Terrassa	natalia.perona@terassa.cat		Sí
Montserrat Natàlia	Pina Martínez Piqué i Picó	Dona Dona	Intendentia Guàrdia Urbana Educativa Social	Ajuntament de Barcelona CAS Calella	Barcelona Barcelona	mpinam@bcn.cat crives@ctm-salutmental.com	www.bcn.cat	Sí Sí
Teresa Maria	Pitarch Albós Pizarro	Dona	Directora General	Oficina de Supervisió i Avaluació de la Contratació Pública - Generalitat de Catalunya	Barcelona	anna.muntaner@gencat.cat		Sí
Christian Maria Gracia	González Pons Camps	Home Dona	Psicòleg social practiques educ, social	UB actuavallès	Barcelona Sabadell	christianpg08@gmail.com dona@actuavalles.org	www.actuavalles.org	Sí Sí
Montserrat	Puig Badal	Dona	-	-	-	killapula@hotmail.com		Sí



Emma	Ràfols	Dona	Responsable Àrea Inclusió	Fundació SURT Sant Pau Recinte	Barcelona	emmar@surt.org	www.surt.org www.santpaubarcelona.org	Sí
Kathrine	Raleigh	Dona	Cap de Programes i Continguts	Modernista	Barcelona	kraleigh@santpau.cat		Sí
Gloria	Rendón	Dona	Coordinadora SAIER	Ajuntament Barcelona	Barcelona	grendon@bcn.cat		Sí
maria jose	rey peressut	Dona	psicologa	Surt	barcelona	mjosereyperessut@gmail.com		Sí
John Mikel	Roca	Male	CPA	AMB	Barcelona	roca@amb.cat	http:www:amb	Yes
Carmenza	Rocha Peña	Dona	Psicologa	Psicoparentig	Barcelona	carmenzarocha@yahoo.es		Sí
Belen	Rodriguez Perez	Dona	Psicologa	UB	Barcelona	belen.rod.per@gmail.com		Sí
TOURE/TRA ORE	ROKIATOU	Female	ELUE	RESEAU DES FEMMES	DJIDJINI	fatimatacamarafr@yahoo.fr		Yes
María Noelia	Rolón Orellana	Dona	Mediadora	Fundació Aroa	Barcelona Cerdanyola	nrolon@fundacioaroa.org	www.fundacioaroa.org	Sí
Juana	Romero Muñoz	Dona	Cap Administratiu	Ajuntament	del Vallès	romeromj@cerdanyola.cat	Cerdanyola.cat www.fundacioacsar.org	Sí
Enric	Royo i Rajadell	Home	Director	Fundació ACSAR	Barcelona	eroyo@fundacioacsar.org		Sí
Fina	Rubio	Dona	Directora	Fundació SURT	Barcelona	fina@surt.org	www.surt.org	Sí
Alicia	Rucabado	Dona	Estudiant de la vida :)	-	-	alirv2002@yahoo.es		Sí
MME CISSE/SISS OKO	SADATOU	Female	ELUE	RESEAU DES FEMMES	KOLOKANI	fatimatacamarafr@yahoo.fr		Yes
dafne	saldaña	Female	architect	Equal Saree	BARCELONA	dafne_sb@hotmail.com	equalsaree.tumblr.com	Yes
Montserrat	Salgado Romero	Dona	Regidora de Dona i Gent Gran	Ajuntament UNIVERSIDAD DE QUINTANA ROO, MEXICO	Badalona	msalgado@badalona.cat	www.badalona.cat	Sí
MARIA EUGENIA	SALINAS URQUIETA	Dona	ANTROPOLOGA	Direcció Dona. Ajuntament de Barcelona	CHETUMAL	eugsalin@uqroo.mx	www.uqroo.mx	Sí
Isabel	Sánchez	Dona	Psicòleg/Tècnica de Gestió	Ajuntament de Barcelona	Barcelona	isanchez@bcn.cat	www.bcn.cat/dona	Sí
Verónica	Santoro Lamelas	Dona	Agent d'Igualtat	CIRD	Barcelona	vsantorol@bcn.cat	www.bcn.cat/dona	Sí
Isabel	SANZ ALONSO	Dona	Treballadora Social Regidora Grup Municipal ICV- EUiA	ADMÓN. PÚBLICA Ajuntament de Barcelona	Barcelona	isabelsanzalonso@yahoo.es		Sí
Janet	Sanz Cid	Dona		Barcelona	Barcelona	egarciago@bcn.cat		Sí
Imma	Sañé García- Cascón	Dona	Responsable DDHH	Consell de l'Advocacia Catalana	Barcelona	dretshumans@cicac.cat	www.cicac.cat	Sí

Raquel	Serrano Olivares SERRATOSA	Dona	Professora universitat	Universitat de Barcelona AMPUTATS SANT	Barcelona	rserrano@ub.edu		Sí
ANTONI Jerry	SERDÀ SHAIB	Hombre Male	Assessor Lawyer	JORDI Knnlaw	BARCELONA Accra	antoni@serratos.net Jerry@knnlaw.com	comunicacio@amput ats-santjordi.org Knnlaw.com	SI Yes
Cristina	Sobrino Garcés	Dona	Professora Associada i membre del grup de recerca en Criminologia i Sistema Penal	UPF	Barcelona	cristina.sobrino@upf.edu	http://www.upf.edu/criminologia/ http://w110.bcn.cat/portal/site/Dones/menuitem.de19ba4a7f0fe87b6306809220348a0c/?vgnextoid=0000000170962267VgnV6C0NT0000000000000RD&lang=ca_ES	Sí
Ramon	Solé Ginel	Home	Tècnic Igualtat	CIRD	Barcelona	rsoleg@bcn.cat		Sí
Mònica	Soler i Piñol	Dona	Treballadora social	SICAR cat	Barcelona	serveissicarcat1@adoratrius.cat	www.sicar.cat	Sí
Anna	Soria	Dona	Documentalista	AMB	Barcelona	ansoria@amb.cat	www.amb.cat	Sí
Carmen	Soria Rey	Dona	Treballadora social	Creu Roja Mairie District de	Barcelona	carmen.soria@creuroja.org		Sí
NENE	Soukouna	Female	Conseillère Municipale	Bamako Assoc. Veïnes	Bamako	nsoukouna@yahoo.fr		Yes
elva	tenorio termes	Dona	Metgessa	Esquerra Eixample	Barcelona	elva_t@yahoo.com		Sí
joana	madrenas	Dona	tecnic Tècnica de Dones i Polítiques d'Iguatat	ajuntament de rubí	bcn Cerdanyola del Vallès	jtm@ajrubi.es	ajrubi.cat	Sí
Dolors MARIA ROSA	Toló i Peguera TOMÁS*MURCI A	Dona Dona	AUX.ADMINISTR Directrice de la coopération et des partenariats	Ajuntament AJUNTAMENT BARCELONA	BARCELONA	rtomas@ccoo.cat	cerdanyola.cat	Sí
Sène	Touré	Female	Directrice de la Coopération	Conseil régional de Dakar	Dakar	aissatou2011@gmail.com		Yes
AISSATOU Elizabeth	TOURE- SENE Uribe Pinillos	Female Dona	Formadora	Conseil régional de Dakar Intercultura	DAKAR Barcelona	aissatou2011@gmail.com euribepinillos@yahoo.es		Yes Sí
Laura	Urrea Vela	Dona	Delegada sindical	CCOO	Barcelona	lurrea@ccoo.cat	fsc- ajbarcelona.ccoo.cat	Sí



Júlia	Vega Soria	Dona	Tècnica Programa de Violència Masclista	Institut Català de les Dones	Barcelona	julia.vega@gencat.cat	www.gencat.cat/icdon	Sí
Laia	Virgili López	Dona	Periodista	SICAR	Barcelona	laia.virgili@gmail.com		Sí
Sophie	Willaumez	Female	Attachée	Brussels International	Bruxelles Arenys de Mar,	swillaumez@sprb.irisnet.be	Service Public Régional de Bruxelles	Yes
Georgina	Yglesias Julià Yusta Bermúdez	Dona	Polítòloga i Sociòloga - Cooperant	ONU Mujeres anteriorment	Barcelona	georginayj@yahoo.com		Sí
Lydia	de Castro	Dona	psicòloga	máster MIPS UB	Barcelona	yusta88@hotmail.com		Sí
Fernanda	Zanuzzi	Dona	Periodista	Freelance	Barcelona	fernanda.zanuzzi@gmail.com		Sí
Mireia	Zapata A	Mujer	Project Officer	Metropolis	Barcelona	mzapata@metropolis.org		SI
Carlos	Zeller	Home	Sociòleg	Fundacio Apip-Acam	Barcelona	fundacioapipacam@fundacioapipacam.org	www.fundacioapipacam.org	Sí

10.4. Antennes du Réseau International Femmes de Metropolis



PRESIDENCY / PRESIDENCIA / PRÉSIDENCE

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Barcelona	<p>Sra. Francina VILA i VALLS Concejala Consejería de Mujer y Derechos Civiles Ayuntamiento de Barcelona</p> <p>www.bcn.cat</p>  <p>http://w110.bcn.cat/portal/site/Dones</p>	<p>Sra. Gal·la CORTADELLAS i BERTRAN Jefa de Gabinete Consejería de Mujer y Derechos Civiles Ayuntamiento de Barcelona</p> <p>www.bcn.cat</p> 

VICE-PRESIDENCY / VICE-PRESIDENCIA / VICE-PRÉSIDENCE AFRICA / AFRIQUE

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Abidjan	<p>Mme Cathérine ZOUZOUA YABA Conseillère au District d'Abidjan</p>  <p>http://www.districtabidjan.ci/</p>	<p>Mme Marcelline DJEDJEMEL MELEME 1ere Vice-présidente Réseau International Femmes Antenne d'Abidjan mdjedjemel@gmail.com</p> 

**VICE-PRESIDENCY / VICE-PRESIDENCIA / VICE-PRÉSIDENCE
EUROPE / EUROPA**

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrativa Représentante administrative
Athens	<p>Ms. Nelly Papahela Vice – Mayor of Culture</p> <p>Cultural Center of the City of Athens Organization for Culture, Sports and Youth</p>  <p>http://www.cityofathens.gr/en/</p>	<p>Ms. Helen PETROPOULOU International Affairs & Public Relations</p> 

COORDINATION / COORDINACIÓN / COORDINATION

	Political coordinator Coordinadora política Coordonnatrice politique	Administrative coordinator Coordinadora administrativa Coordonnatrice administrative
Barcelona	<p>Sra. Montserrat PALLARÈS Institutional Relations Manager</p> <p>C/Avinyó 15, 3a planta. 08002 Barcelona Tel : +34 93.342.94.60 mpallares@metropolis.org www.metropolis.org http://womennetwork.metropolis.org/</p> 	<p>Sra. Mireia ZAPATA Project Officer</p> <p>C/ Avinyó, 15, 3ª planta. 08002 Barcelona Tel. +34 93 342 94 60 mzapata@metropolis.org www.metropolis.org</p> 

ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
AFRICA / AFRIQUE

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Antananarivo	<p>Mme Yannick RABEMANANTSOA Secrétaire général Exécutif de l'Organisme Public de Coopération Intercommunale du Grand Tana – OPCI/GIDS</p> 	<p>Mme Olga RASAMIMANANA Secrétaire général de la Commune Urbaine d'Antananarivo</p> 
Bamako	<p>Mme Samaké Hawa DIAKITÉ Conseillère, Mairie du District de Bamako</p> 	<p>Mme Camara Fatimata TRAORE Administrateur du travail S/C Association des Municipalités du Mali</p> 

<p>Bangui</p>	<p>Mme Catherine SAMBA PANZA Ancienne mairesse de Bangui</p> 	
<p>Dakar</p>	<p>Mme Soham EL WARDINI Représentante Politique du Réseau Femmes et gouvernance locale de Metropolis: Antenne de Dakar Adjointe au Maire de Dakar</p> 	<p>Mme Aminata THIAM LY Secrétaire Administratif Réseau International Femmes et gouvernance local de Metropolis : Antenne de Dakar</p> <p>Chef Bureau Marketing et Promotion Touristique Ville de Dakar</p>  <p>Mme Marie Ndiaye Dieng Chef du Service des Relations Extérieures et de la Coopération décentralisée de la Ville de Dakar</p>

ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
NORTH AMERICA / AMÉRICA DEL NORTE / AMÉRIQUE DU NORD

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Mexico, DF	<p>MTRA. Beatriz SANTAMARÍA MONJARAZ Directora General del Instituto de las Mujeres del Distrito Federal</p> <p>www.inmujeres.df.gob.mx</p>  <p>http://www.inmujer.df.gob.mx/index.jsp</p>	<p>LIC. Aura Ibett GUTIÉRREZ ZARATE Asesora de la Dirección General del Instituto de las Mujeres del Distrito Federal</p> 


ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
SOUTH AMERICA / AMÉRICA DEL SUR / AMÉRIQUE DU SUD

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Buenos Aires Ciudad	<p>Sra. Marina KLEMENSIEWICZ Secretaria de Hábitat e Inclusión Ministerio de Desarrollo Económico Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires</p>  <p>www.buenosaires.gob.ar/sechi www.facebook.com/SecHabitat</p>	<p>Sra. Raquel MUNT Directora General de Inclusión Secretaría de Hábitat e Inclusión</p> 
		<p>Sra. María Marta PIRÁN Directora General de Desarrollo Territorial Secretaría de Hábitat e Inclusión</p> 
Santiago de Chile	<p>Sra. Alejandra NOVOA SANDOVAL Consejera Regional Región Metropolitana Santiago de Chile</p>  <p>http://www.gobiernosantiago.cl/</p>	<p>Sra. Mercedes CASADO Coordinadora del Programa Mujer y Hábitat Secretaría de Hábitat e Inclusión</p> 
		<p>Sra. Luisa MONTOREANO Sra. Pilar KUSEL Relaciones Institucionales de la Secretaría de Hábitat e Inclusión</p>
		<p>Sra. Claudia FAÚNDEZ FUENTES Consejera Regional Región Metropolitana Santiago de Chile</p> 




**ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
ASIA – PACIFIC / ASIA – PACÍFICO / ASIE – PACIFIQUE**

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Pune/AIILS G	<p>Ms Vandana H. CHAVAN Member of Parliament, Government of India (Former Mayor of the city of Pune)</p>  <p>http://www.aiilsg.org/</p>	<p>Dr. Sneha PALNITKAR Director, Sthanikraj Bhavan C.D. Barfiwala Marg</p>
Seoul	<p>Dr. Sook Jin LEE President of the Seoul Foundation of Women and Family</p>  <p>http://www.seoulwomen.or.kr/nhpeng/index.jsp</p>	<p>Ms. Kihyun MUN International Project Coordinator International Relations Seoul Foundation of Women and Family</p>  <p>Youngmi CHO, Ph. D Deputy Director Policy Research Department Seoul Foundation of Women and Family</p> 

**ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
EUROPE – EUROPA**

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Région de Bruxelles- Capitale	<p>Mme Anne CLAES (Chef de déléation) Directrice des Relations extérieures Ministère de la Région de Bruxelles capitale</p>  <p>http://www.bruxelles.irisnet.be/a-propos-de-la-region/le-gouvernement-regional</p>	<p>Mme Sophie WILLAUMEZ Attachée à la Direction des Relations extérieures Ministère de la Région de Bruxelles capitale</p> 

**ANTENNAS / ANTENAS / ANTENNES
MIDDLE EAST / ORIENTE MEDIO / MOYEN-ORIENT**

	Political representative Representante política Représentante politique	Administrative representative Representante administrative Représentante administrative
Amman	<p>Ms. Manal AL-ABDALAT Director MENA Regional office Amman- Jordan</p>  <p>http://www.ammancity.gov.jo/en/gam/index.asp</p>	<p>Ms. Manal MOHAMMAD Staff</p> 
Mashhad	<p>Ms. Fatemeh GHAYOUR Elected Member of the Council Islamic City Council of Mashhad Iman Khomeini Sq. Mashhad, I.R. IRAN</p>  <p>C/O : Mr. Hamid Isfahanizadeh Director of International Scientific Cooperation Office & Metropolis Training Center- Middle East Municipality of Mashhad I. R. Iran www.mashhadisco.ir www.mtcm.ir</p>	<p>Ms. Fatemeh RAHMANI Mayor adviser on Women & Family</p> <p>http://isco.mashhad.ir/</p>

Ce colloque a été réalisé en collaboration avec:



Sponsors:

